

La
Pensée Politique
et **Economique**
DE
DIDEROT

THÈSE DE DOCTORAT

Soutenue le 14 Décembre

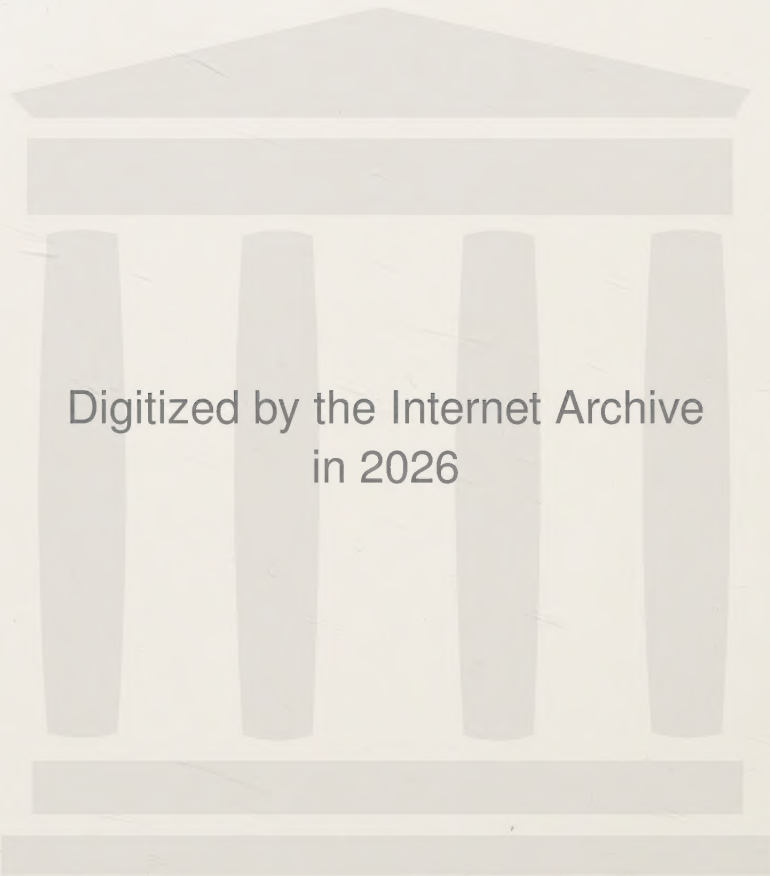
par

Jean OESTREICHER

Président du Jury : M. Roger PICARD

Suffragants } M. TRUCHY.
 } M. BAUDIN.

Imprimerie ROSAY
47, Avenue de Paris — VINCENNES
1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

La
Pensée Politique
et **Economique**
DE
DIDEROT

THÈSE DE DOCTORAT

Soutenue le 14 Décembre

par

Jean OESTREICHER

Président du Jury : M. Roger PICARD

Suffragants { M. TRUCHY.
M. BAUDIN.

Imprimerie ROSAY

47, Avenue de Paris — VINCENNES

1936

La Pensée Politique et Économique de DIDEROT

Une douleur muette, une haine profonde
Affaisse tour à tour et révolte mon cœur.
Quand je vois des brigands dont le pouvoir se fonde
Sur la bassesse et la terreur,
Ordonner le destin et le malheur du monde.

Denis DIDEROT.



INTRODUCTION

La thèse que nous présentons est un essai de réhabilitation.

Nous allons, en montrant Diderot face aux problèmes politiques et économiques de son temps, nous efforcer de prouver qu'il a su, et fort bien les envisager et fort bien les comprendre.

On nous objectera sans doute que Diderot est chargé de gloire, et que sa renommée n'a nul besoin de notre modeste défense.

En effet, il ne semble pas que soit contestée, à l'heure actuelle, la place éminente qui revient à Denis DIDEROT dans le domaine de la pensée purement philosophique. « Il est assurément — écrit M. Daniel Mornet, dans l'ouvrage récent qu'il a consacré aux *Origines Intellectuelles de la Révolution Française* — le plus grand des philosophes du XVIII^e siècle avec Condillac. Il est le seul qui ait su donner au déisme et surtout au matérialisme, une forme rigoureuse et neuve. Il est le fondateur du matérialisme expérimental » (1). En fait, toute l'école matérialiste moderne salue en DIDEROT un de ses précurseurs et un de ses maîtres. Engels voyait déjà dans le *Neveu de Rameau* un « chef-d'œuvre de dialectique », et, aujourd'hui, chacun considère le philosophe de Langres, comme un écrivain dont la pensée dépasse celle de son siècle et qui, par ses anticipations géniales, se place dans la lignée directe de Darwin et de Marx.

Mais si toute justice semble bien rendue à ce qu'il y a de purement philosophique dans l'œuvre de Diderot, la pensée sociale, politique, économique du plus célèbre des Encyclopédistes, apparaît par contre, négligée, méconnue, étrangement sous-estimée. Ici encore, comme témoignage de cette attitude intellectuelle, citons l'ouvrage de M. Daniel Mornet. « Dans l'ordre politique, l'influence de DIDEROT est nulle. Il a avoué lui-même que les problèmes d'économie et de politique lui brouillaient la tête. Il ne s'y débrouille, en 1767, qu'en lisant Le Mercier de la Rivière, qui est physiocrate, c'est-à-dire monarchiste conservateur » (2).

Ainsi, M. Mornet semble considérer comme nulle l'influence politique qu'a pu exercer le père de l'*Encyclopédie*. Il estime que DIDEROT ne s'attache qu'à regret, avec peine, aux problèmes économiques et sociaux. Avoir écrit l'*Essai sur les règnes de Claude et de Néron* et le *Voyage de Hollande*, avoir monté cette formidable machine de guerre contre l'absolutisme monarchique: l'*Encyclopédie*, avoir parsemé ses ouvrages les plus divers, ouvrages licencieux, comme *Les Bijoux indiscrets*, ouvrage d'esthétique comme les

(1) Mornet, « Origines Intellectuelles de la Révolution française », p. 89.

(2) Mornet, « Origines Intellectuelles de la Révolution française », p. 92.

Salons, de réflexions politiques et économiques précises ne semblent pas des titres suffisants à M. Mornet pour attribuer à DIDEROT une pensée sociale originale et influente.

M. Mornet, à vrai dire, ne fait que se tenir dans la tradition de la critique française qui, effrayée par certaines hardiesses de DIDEROT, a presque toujours adopté à son égard, une attitude hostile ou dédaigneuse. Prenons les deux exemples de Taine et de Faguet. Taine, aveuglé par son hostilité à la Révolution française, a consacré beaucoup de talent à démontrer que la Révolution était le produit d'une sorte de folie collective, inoculée à des populations, en grande partie analphabètes, par quelques philosophes déraisonnables, naïfs et violents, parmi lesquels, en bonne place, DIDEROT. Certes, Taine accorde à DIDEROT quelques beaux sentiments : « Il connaît toutes les cordes du clavier humain... il aime les sons beaux et purs, il est plein d'enthousiasme pour les harmonies nobles. » N'importe, il le classe dans ce « troupeau » philosophique « qui veut enfin manger à pleine bouche » et « dont le premier soin sera de fouler sous ses sabots les animaux mitrés et couronnés qui le parquent pour l'exploiter ». DIDEROT, écrira-t-il encore, c'est « un volcan en éruption qui, pendant quarante ans, dégorge les idées de tout ordre et de toute espèce, bouillonnantes et mêlées, métaux précieux, scories grossières, boues fétides » (1).

« Scories grossières », « boues fétides », il s'agit, à n'en pas douter, de la pensée sociale de DIDEROT. La suite de la citation le confirme : « Il ne possède pas ses idées, mais ses idées le possèdent ; il les subit ; pour en réprimer la fougue et les ravages, il n'a pas ce fond solide de *bon sens pratique*, cette digue intérieure de *prudence sociale*, qui, chez Montesquieu et même chez Voltaire, barre la voie aux débordements » (2).

Faguet, avec plus d'indulgence, trouve dans la littérature de Diderot l'expression qui lui semble la plus exacte de la petite société au XVIII^e siècle. Mais il faut croire que son jugement sur le Français moyen de cette époque est cependant sévère, car il décrit par ailleurs DIDEROT, un « vrai Français de classe moyenne, sans esprit, sans distinction ». Quant aux audaces de DIDEROT, il les juge avec une dédaigneuse bonhomie : « Ce sont ses ivresses »... Elles lui semblent écrites « en sortant d'une très bonne table. Ce sont des propos de bourgeois français qui ont bien dîné » (3). Ce sont donc, par des digestions heureuses et fréquentes que s'expliquent les traits de génie ou de haute sagesse de la pensée politique de DIDEROT.

La critique germanique s'est longtemps complue à célébrer en Diderot « une tête allemande » pour reprendre l'expression de Gœthe, et Diderot fut toujours plus goûté en Allemagne qu'en France.

Cependant, même outre-Rhin, DIDEROT comme écrivain politique n'est guère apprécié. Dans son livre : *Diderots Leben und Werke*,

(1) Taine, « Origines de la France contemporaine, ancien régime » (T. II).

(2) Taine, *ibid.*

(3) Faguet, « XVIII^e siècle », p. 292.

ouvrage déjà ancien, mais qui constitue la contribution la plus importante à l'étude de notre auteur, le Professeur Rosenkranz reconnaît bien que DIDEROT « était assez cultivé pour pouvoir raisonner sur l'actualité aussi bien qu'un autre ». Mais il se hâte d'ajouter : « Seule lui manquait une profonde pénétration du processus de l'histoire mondiale. » Et Rosenkranz se résume ainsi : « La politique n'était pas l'affaire de DIDEROT qui était beaucoup trop moraliste » (1).

Des critiques plus récents, M. H. Sée, M. P. Hermand, avant la guerre, M. J. Thomas depuis, sont en partie revenus sur ces jugements mal fondés ou malveillants. Un livre du Professeur russe Luppol, plus spécialement consacré à l'œuvre philosophique de Diderot, a encore poussé plus avant le travail de mise au point. Toutefois, bien des affirmations contenues dans le *Diderot* de Luppol nous paraissent sujettes à caution. Nous aurons à en discuter postérieurement. Notons cependant tout de suite que Luppol nous semble restreindre sensiblement les limites réelles de la pensée de DIDEROT lorsqu'il écrit : « Son idéal, qui est celui de la bourgeoisie, sans dépasser les cadres de l'Etat bourgeois, s'étend jusqu'à la conception d'une monarchie fort restreinte, de type quasi-républicain » (2).

Des livres comme celui de Luppol ou celui de Thomas n'ont pas encore réussi à donner le ton à la critique officielle. Certes, on ne marchande en gros, la gloire de DIDEROT, le mérite à l'*Encyclopédie*, l'originalité à tel ou tel essai. Mais cette gloire, ce mérite, cette originalité, on prend bien soin de ne pas les préciser. Finalement, c'est un DIDEROT sans substance qu'on présente à notre admiration, dans le meilleur des cas un homme de lettres, ce que DIDEROT n'a jamais eu souci d'être.

Dans ces conditions, il ne nous a pas semblé utile d'apporter une contribution, si faible soit-elle, à ce que nous croyons lui être en droit d'appeler, une réhabilitation nécessaire. Sans doute, la lumière sous laquelle nous présentons DIDEROT, la nature de nos conclusions, ne manqueront pas de soulever des critiques. Nous nous appuyons toujours sur des textes. Mais on ne se fera pas défaut de nous opposer d'autres textes contradictoires. Nous ne pensons pas pourtant que les citations qu'on nous opposera soient, d'une manière générale, de nature à infirmer nos conclusions, car il nous a semblé possible de résoudre, objectivement, les contradictions de DIDEROT, en en distinguant de trois sortes.

Tout d'abord les contradictions dans le temps. Nous ne nous y arrêterons pas. Naturellement, dans ce cas, nous avons donné la préférence aux textes de la vieillesse de DIDEROT, où une intelligence toujours aussi vive, est servie par l'expérience de toute l'histoire contemporaine.

Plus embarrassantes sont les contradictions que l'on relève dans des écrits de la même époque. En général, ces contradictions ne se

(1) Rosenkranz, « Diderots Leben und Werke », p. 370.

(2) Luppol, « Diderot », p. 45.

présentent pas dans des textes destinés au public, ceux de l'*Encyclopédie* par exemple. Par contre, nous les relevons nombreuses, si nous comparons les manuscrits qui furent publiés, à ceux que DIDEROT a conservés dans ses tiroirs. Faut-il systématiquement donner alors, comme le conseille M. J. Thomas, plus de crédit « à la doctrine hautement professée » qu'« au paradoxe risqué dans le silence du cabinet » ? Nous ne l'avons pas pensé. Agir de cette manière aboutirait à sacrifier des œuvres comme le *Neveu de Rameau*, comme le *Supplément au Voyage de Bougainville*, comme tous ces manuscrits précieux qu'a publiés Maurice Tourneux et qui restent conservés à Moscou.

Non ! Il faut plutôt voir dans les textes publiés, la forme la plus modérée, la plus opportuniste, d'une pensée que DIDEROT, dans le secret du cabinet, n'hésite pas à porter à ses ultimes conséquences. Ce n'est pas que DIDEROT conçoive deux vérités, une pour la masse, une autre pour l'élite. Mais dans les œuvres qu'il destine au public, il doit tenir compte des exigences de la censure, pour employer un terme moderne. Il ne doit pas oublier, c'est la misère d'une grande entreprise, que par certains côtés l'*Encyclopédie* est une affaire dans laquelle des capitaux relativement considérables ont été investis. DIDEROT doit toujours penser à ses souscripteurs. Dès lors, il peut se trouver contraint à d'apparentes contradictions. C'est ainsi qu'on accumulerait des pages de DIDEROT qui infirment les conclusions loyalistes de l'article « Autorité » dans l'*Encyclopédie*. Pourtant la tendance de l'article, une méfiance dissimulée à l'égard de l'absolutisme monarchique est, en fait, la même que celle qui inspire à DIDEROT ses plus extrêmes hardiesses. Seulement il a fallu, dans l'*Encyclopédie* se plier aux possibilités réduites offertes par la légalité, se soumettre aux nécessités de la propagande. Aussi, nous avons tranché ces contradictions, plus apparentes que réelles, en nous plaçant dans la ligne de la pensée de DIDEROT dégagée de toute contingence. Et, à vrai dire, sans prendre exactement le contrepied de la règle proposée par M. J. Thomas, nous avons considéré que la hardiesse risquée « dans le secret du cabinet », si elle n'est pas complètement insolite, doit être considérée comme mettant l'accent final sur la doctrine professée officiellement et non pas comme s'y opposant.

Reste une dernière catégorie de contradictions. DIDEROT, qui donne pleinement son adhésion aux objectifs de la Révolution qui se prépare, ne borne pas ses aspirations aux résultats que pourra atteindre la bourgeoisie triomphante. La volonté brûlante d'un affranchissement total de l'homme, l'esquisse d'une pensée socialiste existent chez lui. Mais les contradictions que produit la coexistence de ces deux tendances sont de nature dialectique. Les faits les posaient. Mais à son époque, DIDEROT ne pouvait pas les résoudre. Ce n'est déjà pas un mince mérite à son actif que de les avoir envisagées.

Ainsi donc, il ne nous a pas semblé que les contradictions que l'on rencontre chez DIDEROT soient de nature à ne pas être surmontées. Il nous a même paru qu'on pouvait ramener à l'unité cette

pensée sociale que nous avons entrepris d'exposer. Cela n'a pas été le résultat d'une conception *a priori*, mais le résultat même d'un large contact pris avec les textes. Certes notre ouvrage, dont les lacunes ne nous échappent point, ne fait guère que tracer un sentier à travers une terre encore en friches. eut-on concevoir d'ailleurs une étude sur DIDEROT qui soit exhaustive ? MICHELET, que tout préparait à parler équitablement de DIDEROT qualifiait son œuvre de « source immense et sans fond ». « On y puisa cent ans — ajoutait-il — l'infini reste encore ».

Notre thèse n'a pas d'autre objet que de puiser un peu de cette eau pure.

DIDEROT ET L'ÉCONOMIE POLITIQUE

« Si le petit peuple prend la perspective effroyable de l'hôpital, ou s'il la voit sans en être troublé, c'est qu'il est abruti. »

Denis Diderot.

DIDEROT ET L'ÉCONOMIE POLITIQUE

Ce serait une outrance véritable que de vouloir faire de Diderot un économiste spécialisé. Diderot qui fut, au dire de Sainte-Beuve, « l'esprit le plus synthétique de son siècle », n'est d'ailleurs spécialisé dans aucune matière. Il est philosophe, moraliste, romancier dramatique, poète, nouvelliste, théologien, physiologue, mathématicien et bien d'autres choses encore. Il y a peu de branches du savoir humain qui lui soient totalement étrangères ou même indifférentes. *A priori*, il serait bien étonnant que l'Économie Politique, qui prend naissance au siècle de Diderot, échappe à la curiosité inlassable de notre philosophe. Et quand on étudie l'œuvre de Diderot, on s'aperçoit qu'effectivement, Diderot s'intéresse vivement aux problèmes de l'Économie et l'on reste un peu confondu de l'affirmation de M. Mornet qui prétend que Diderot n'y entend rien.

Avant même d'analyser dans le détail, telle ou telle idée économique de Diderot, nous pouvons dire que Diderot est un économiste parce qu'il a su observer le monde et parce qu'il a compris le rôle essentiel de la technique dans l'activité humaine.

D'abord, il a su observer le monde. Il a su regarder et décrire les pays qu'il a traversés. Est-ce là, dira-t-on, une qualité si rare qu'elle suffise à vous faire baptiser économiste ? Aujourd'hui, peut-être pas. À l'époque de Diderot, incontestablement. Aujourd'hui, la géographie économique a atteint un degré élevé de développement. Elle a ses méthodes particulières et singulièrement poussées. Qui oserait prétendre que, en dehors même du nom, la chose existait au XVIII^e siècle ? Quels récits de voyages peut-on citer alors, où l'auteur ait su donner une vision exacte du pays qu'il décrit, où l'essentiel se détache nettement de l'accessoire, où le fait capital n'est pas sacrifié au détail pittoresque, souvent d'ailleurs incontrôlé ? Parfois un voyageur ramène de ses pérégrinations un ouvrage qui contient quelques remarques particulières, quelques observations judicieuses, mais toujours cela est mêlé à tant de fables, à tant de puérilités, que le lecteur est incapable de se faire une idée sérieuse du pays qu'on lui décrit. Diderot avait d'ailleurs parfaitement conscience de ces insuffisances. Faisant la critique de l'*Histoire Civile et Naturelle du Royaume de Siam*, rédigée par un certain M. Turpin, il écrit : « J'ouvre son livre, j'y lis qu'on trouve à Siam des petites poules blanches appelées anas, qui sont en même temps mâles et femelles, coqs et poules ; et, à Laos, des hommes de 120 ans, qui jouissent encore de la fraîcheur de leur printemps ; je referme le livre, et je vois M. Turpin, accoutré comme un chiffonnier, son petit crochet à la

main, et jetant dans la hotte qu'il a sur le dos les guenilles qu'il rencontre » (1).

Ce sont cette confusion perpétuelle, cette absence totale de méthode, voire cette incohérence, caractéristiques des récits de voyages au XVIII^e siècle encore, qu'il faut avoir bien à l'esprit pour comprendre tout le mérite d'un ouvrage de Diderot comme *Le Voyage de Hollande*.

Le Voyage de Hollande a été écrit de 1773 à 1774. Il est composé avec les notes prises par Diderot lors de son retour de Russie. Et l'on peut dire que par son ordonnance et sa précision, l'ouvrage n'a guère de pareil à son époque.

Au début, sans trop insister sur les particularités physiques de la Hollande, Diderot sait donner un tableau assez précis et évocateur pour que l'aspect du terroir hollandais soit toujours relié, dans l'esprit du lecteur, à toutes les particularités économiques et politiques de la Hollande, qui nous seront exposées. Il étudie ensuite le climat de la Hollande, les particularités de ses rivières, les ressources naturelles du pays, la construction, l'entretien des digues, leur financement. Il analyse dans le détail les institutions politiques de la Hollande et montre, avec beaucoup de clarté, pourquoi la démocratie est indispensable à un pays commerçant comme la Hollande. Il examine avec attention le système fiscal du pays et, à ce propos, il fait sur les impôts indirects, une remarque dont aucun ministre des finances ne contestera la sagesse : « Les impositions sur les objets de consommation montent très haut. J'ai déjà dit que le peuple n'y faisait pas attention ; il achète les choses nécessaires à la vie et à l'entretien, et il ne croit en payer que le prix qu'on lui demande ; il confond la valeur avec l'accise, sans murmurer, d'un joug qu'il porté à son insu » (2).

Puis Diderot fait le recensement des diverses forces de l'Etat : Armée et Marine. Il s'étend longuement sur les colonies et les colons, pour lesquels il se montre très dur : « Quelles gens — s'exclame Diderot — que ces colons de Ceylan et de Madagascar ! des hommes qui n'ont rien, soit qu'ils soient nés sans fortune, soit qu'ils aient dissipé celle qu'ils avaient ; que l'avidité expatrie, que le désir de revoir incessamment leur pays pousse à toutes sortes de rapines » (3).

Diderot revient ensuite sur les raisons géographiques de la prospérité hollandaise, s'attarde longuement sur les particularités des corporations, sur les salaires, sur le coût de la vie et, à ce propos, il dresse un état très précis, des dépenses d'une maison particulière, état que nous croyons utile de reproduire intégralement. Il s'agit des dépenses d'un ménage composé d'une femme et un enfant, de trois domestiques femmes et d'un laquais, qui habitent une maison de six pièces avec une cuisine.

(1) A.T. T.6, p. 402.

(2) A.T. T.17, p. 395.

(3) A.T. T.17, p. 398.

DEPENSES ANNUELLES

Loyer de la maison	Frs 400. »
Chauffage, tourbe, bois, charbons	200. »
Impôt sur le thé, à 4 florins par domestique	16. »
Impôt à 9 florins par tête pour les 4 domestiques	36. »
Autre impôt, que la maîtresse ne peut m'expliquer	7,17
Etrennes et charité indispensables	20. »
TOTAL	679.17

DEPENSES DU MOIS

La viande, un jour portant l'autre, par accord à 4 sous la livre pour tout le ménage	Frs 20. »
Pain blanc et brun	12. »
Beurre	15. »
Epices	6. »
Lait	3. »
Déjeuners de domestiques, en thé	2. »
Déjeuner de la dame, en chocolat	3. »
Pour le vin	5. »
La bière avec l'impôt	2. »
Le savon	2. »
Quelques menues dépenses	10. »
TOTAL	80. »

DEPENSE des douze mois 960. »
DEPENSE annuelle 679,17

« Il ne manque à ces minutieux détails — note ironiquement Diderot — que d'avoir été faits à Rome il y a 2.000 ans, pour être lus avec intérêt » (1). Par cette remarque, Diderot souligne bien que telles précisions ne sont pas dans les habitudes des narrateurs de son temps. Mais le XIX^e siècle remettra à l'honneur le goût de l'observation détaillée. Et Frédéric Le Play, lorsqu'il créera sa fameuse méthode des monographies, ne fera guère que développer et mettre au point un procédé d'analyse déjà employé par Diderot, précurseur en ce domaine, comme en beaucoup d'autres.

Le *Voyage de Hollande* se termine par une étude sur l'organisation de l'Eglise Réformée, la situation et la condition des Juifs, une série de notes sur les principales villes de Hollande. Le tout, avec le même souci de précision. Notons seulement cette observation un peu puérile à propos des Juifs : « Les Juifs rasés sont riches et passent pour d'honnêtes gens; il faut se tenir sur ses gardes avec les barbus, qui ne sont pas infiniment scrupuleux » (2).

Dans son livre sur Diderot, le Professeur Rosenkranz écrit qu'avec le *Voyage de Hollande* Diderot a élaboré une véritable théorie de la « Reisebeschreibung ». Le compliment ne nous semble pas exagéré. Le *Voyage de Hollande*, avec toutes ses imperfections, est un exposé systématique de la vie économique et sociale d'une nation qui n'a pas son équivalent, au moins dans notre littérature française, au XVIII^e siècle. Les naïvetés, comme celle sur les Juifs, que nous venons

(1) A.T. T.17, p. 431.

(2) A.T. T.17, p. 432.

de citer, y sont la très rare exception. Et, dans l'ensemble, Diderot a su mettre très nettement en relief tous les faits auxquels un spécialiste moderne de la géographie économique accorderait le plus d'importance.

Le *Voyage de Hollande* est l'ouvrage de Diderot où se manifeste le mieux le don d'observation économique de Diderot. Mais si on consulte par exemple dans les textes de notre auteur, rassemblés par Maurice Tourneux, dans son livre *Diderot et Catherine II*, on peut constater que le *Voyage de Hollande* n'est pas, dans l'œuvre de Diderot, une brillante exception.

Prenons, par exemple, le questionnaire adressé par Diderot à Catherine II et aussi — sur la recommandation de l'Impératrice — au comte de Munich (lettre du 31 janvier 1774). Nous voyons que Diderot exerce sa curiosité sur tous les points qui retiendraient principalement l'attention d'un économiste moderne. L'énumération complète des questions posées mérite d'être faite, à cause de leur extrême précision.

Tout d'abord, nous voyons des questions qui touchent à la population de la Russie : Quelle est la population exacte de la Russie ? Combien y a-t-il de religieux ? Y a-t-il des Juifs en Russie ? Combien ? Quelle est leur condition ? La société russe se divise-t-elle en quatre classes : clergé, noblesse, paysans, hommes libres et combien d'habitants y a-t-il dans chaque classe ? Quelle est la condition des marchands étrangers en Russie ?

Puis viennent des questions relatives au régime des terres en Russie, régime dont Diderot a compris l'iniquité et souligné les dangers : la noblesse est-elle seule propriétaire des terres ? A quelles conditions l'esclave travaille-t-il la terre pour son maître ? La servitude des cultivateurs n'influe-t-elle pas sur la culture ?

Enfin, nous nous trouvons en face de toute une série de demandes concernant les principales productions de la Russie : combien la Russie produit-elle annuellement de grains ? La liberté d'exportation existe-t-elle ? La circulation des grains à l'intérieur est-elle libre ? L'importation des blés est-elle permise ? Le pain a-t-il son prix taxé ? Ce sont encore des questions, à propos surtout de la taxation et de la réglementation que pose Diderot, sur la viticulture, le commerce des eaux-de-vie, des huiles, du chanvre, du lin ; sur le tabac, sur les bois, sur la poix, sur le goudron, la rhubarbe (y a-t-il un monopole de la rhubarbe ?), le commerce des chevaux, des bestiaux, l'industrie de la laine et de la soie.

On peut bien dire que dans ce long questionnaire, il n'y a guère de points importants qui soient omis. Et c'est bien là une nouvelle preuve que ce Diderot qui, soi disant, n'entend rien à l'Economie, sait parfaitement distinguer quelles sont les principales sources de la richesse des nations.

Economiste par son don de l'observation précise, Diderot l'est aussi par sa compréhension profonde du rôle de la technique dans la société moderne. « *Dictionnaire raisonné des Sciences, des Arts et des Métiers* », il faut retenir le dernier terme du sous-titre de l'*Encyclopédie*. A l'époque où, sur la base de découvertes récentes, le capitalisme industriel commence à s'édifier, il n'échappe point à Diderot, que dans une somme des connaissances de son temps, les métiers doivent avoir leur place, aussi importante que toutes les autres branches du savoir humain. Diderot voit parfaitement comment une technique industrielle modèle l'homme. Pour lui, comme le note très justement M. Thomas, « l'homme n'est pas une entité psychologique ou psychophysiologique, c'est un être social qui a un métier, un état, qui a été formé par des habitudes professionnelles » (1).

Le xvii^e siècle avait envisagé l'homme sous un aspect d'éternité. Dans la littérature, dans les arts, il n'avait fait qu'une place extrêmement restreinte aux artisans, aux gens de métier. Il avait eu le goût du bel esprit et le dégoût du tour de main. Au xviii^e siècle, il n'en est plus de même. L'artisan, le bourgeois fait son entrée de vive force dans la littérature. Et ce fait, très apparent en France, est encore plus net en Angleterre, où la révolution industrielle est plus avancée. La bourgeoisie, classe ascendante, fait place dans son idéologie, à l'industrie, à la technique, aux artisans, sources de sa nouvelle grandeur. Ses écrivains et ses penseurs vont magnifier « les arts mécaniques » et Diderot — avec des réserves sur lesquelles nous aurons à revenir — est un représentant tout à fait caractéristique de cette attitude nouvelle.

Par ses origines sociales, Diderot était bien préparé à saisir l'importance de la technique, à ne pas avoir pour elle ce mépris qu'affichent trop fréquemment les intellectuels; Diderot est le fils d'un coutelier de Langres. Certes, son père n'est pas un simple artisan. C'est un patron aisé, si l'on en juge par l'importance de l'héritage qu'il a laissé: près de deux millions de notre monnaie. Toutefois, il surveille de très près son entreprise et travaille avec ses ouvriers. Le milieu où s'écoule l'enfance de Diderot est donc celui d'une bourgeoisie fortunée, mais laborieuse, mêlée activement à la production. Il ne faut certes pas exagérer l'influence des premières impressions reçues pendant l'enfance et vouloir expliquer par elles l'évolution de toute une vie. Cependant, peut-on affirmer que, dans l'*Encyclopédie*, la partie consacrée aux métiers aurait eu son incontestable valeur, si Diderot n'avait pas été à même de savoir, tout jeune, ce qu'est un métier et un artisan ?

Pour Diderot, la technique a une valeur spirituelle en dehors de toute considération pratique. Dans la technique, comme dans le domaine de la pensée pure, l'intelligence règne en maîtresse. « Dans quel système de physique ou de métaphysique — écrit Diderot — remarque-t-on plus d'intelligence, de sagacité, de conséquence, que

(1), Thomas : « Humanisme de Diderot », p. 160.

dans les machines à filer l'or, à faire des bas et dans les métiers de passementiers, de drapiers ou d'ouvriers en soie ? » (1).

La technique ne se contente pas d'avoir une valeur spirituelle, elle a une importance sociale énorme et qui apparaît si bien à Diderot qu'il émet déjà l'idée d'un enseignement technique. « Je pense qu'on devrait donner dans les écoles une idée de toutes les connaissances nécessaires à un citoyen, depuis la législation, jusqu'aux arts mécaniques qui ont contribué aux avantages de la société, et dans ces arts mécaniques, je comprends les professions de la dernière classe des citoyens. Le spectacle de l'industrie est en lui-même grand et satisfaisant. Il est bon de connaître les différents rapports par lesquels chacun contribue aux avantages de la société » (2).

Aussi, Diderot, parce qu'il sait la contribution efficace que les gens de métier apportent « aux avantages de la société », se fait-il l'ardent défenseur de leur dignité d'homme et de leur dignité professionnelle. Trop longtemps, « les artisans se sont crus méprisables, parce qu'on les a méprisés : apprenons-leur à mieux penser d'eux-mêmes » (3). Et Diderot polémique avec Helvétius sur la conscience professionnelle de l'ouvrier. Helvétius prétend que : « Ce n'est pas le sentiment du beau moral qui fait travailler l'ouvrier, mais bien la promesse de vingt-quatre sous pour boire ». Diderot réplique : « Je ne sais pas si c'est le premier, mais l'expérience m'a souvent appris, que ce n'était pas toujours le second. Déjà, tel ouvrier honnête est tellement jaloux de sa réputation, qu'on lui offrirait inutilement de l'argent pour faire un mauvais ouvrage » (4).

Diderot, parce qu'il connaît les ouvriers et les apprécie, songe également à leurs souffrances, aux maux qu'ils contractent en exerçant leur profession : « Avez-vous jamais pensé à combien de malheureux, l'exploitation des mines, la préparation de la chaux, de la céruse, le transport du bois flotte, la cure des fosses, causent des infirmités ou la mort ? Il n'y a que la misère et l'brutissement qui puissent réduire l'homme à ces travaux. Ah ! Jean-Jacques, que vous avez mal plaidé la cause de l'état sauvage contre l'état social ! » (5).

Cette citation, extraite de la *Réfutation*, suivie de l'ouvrage d'Helvétius, intitulé : *l'Homme*, écrite de 1773 à 1774, est, nous semble-t-il, fort importante, si l'on prend en considération la date de rédaction de l'ouvrage. La *Richesse des Nations* d'Adam Smith paraîtra en 1776. Les principaux ouvrages de Malthus et de Ricardo sont de la fin du XVIII^e siècle et des premières années du XIX^e siècle. Dans ces ouvrages, on ne trouve aucune trace de pitié pour les classes de travailleurs les plus misérables et les plus éprouvées. Le pessimisme de Malthus et de Ricardo est strictement objectif. Les maux de cette classe, qui sera le prolétariat, leur apparaissent comme inévitables.

(1) A.T. T.13, p. 369.

(2) A.T. T.3, p. 421.

(3) Ibid., p. 370.

(4) A.T. T.2, p. 413.

(5) A.T. T.2, p. 430.

Dès 1773, Diderot, lui, est sur le plan de Sismondi et de Robert Owen. Et, ne serait-ce qu'à ce point de vue, on peut dire qu'il y a chez Diderot le germe de ce socialisme qui ne néglige pas la grandeur de la révolution industrielle et bourgeoise, mais qui comprend la nécessité inéluctable de la dépasser.

L'importance que Diderot attachait à la technique et aux artisans a d'ailleurs été parfaitement soulignée par l'effort que Diderot a consacré à la rédaction de la partie des arts mécaniques dans l'*Encyclopédie*. D'Alembert, dans le *Discours préliminaire*, a souligné toute la nouveauté de l'entreprise. Le sujet n'avait guère été abordé jusqu'alors que par des ignorants ou de beaux esprits le « traitant plutôt en grammairien et en hommes de lettres, qu'en artistes ». « Jamais, peut-être, a pu écrire Diderot (ces quelques lignes au « Discours préliminaire » sont en effet de lui), il ne s'est trouvé tant de difficultés renouvelées et si peu de secours dans les livres pour les vaincre. » Aussi « tout nous déterminait donc à recourir aux ouvriers. On s'est adressé aux plus habiles de Paris et du Royaume; on s'est donné la peine d'aller dans leurs ateliers, de les interroger, d'écrire sous leur dictée, de développer leurs pensées, d'en tirer les termes propres à leurs professions, d'en dresser des tables, de les définir, de converser avec ceux de qui on avait obtenu des mémoires et (précaution indispensable), de rectifier dans de longs et fréquents entretiens avec les uns, ce que d'autres avaient imparfaitement, obscurément et quelquefois infidèlement expliqué ». On ne s'est d'ailleurs pas contenté d'expliquer ce qui, en la matière, est parfois fort difficile. « Le peu d'habitude qu'on a, et d'écrire et de lire des écrits sur les arts, rend les choses difficiles à expliquer d'une manière intelligible. De là, naît le besoin de figures. On pourrait démontrer par mille exemples, qu'un dictionnaire pur et simple de définition, quelque bien qu'il soit fait, ne peut se passer de figures, sans tomber dans des descriptions obscures ou vagues; combien donc à plus forte raison, ce secours ne nous était-il pas nécessaire. Un coup d'œil sur l'objet ou sur sa représentation, en dit plus qu'une page de discours ». Et, en fait, les tableaux de l'*Encyclopédie* restent une mine précieuse de renseignements sur la technique de l'époque.

Au développement de la technique est lié le développement du luxe, c'est-à-dire de cette espèce raffinée de production, destinée, à une époque donnée, à être l'apanage des classes privilégiées. Quelle va être l'attitude de Diderot sur ce problème du luxe qui préoccupe si vivement les esprits du XVIII^e siècle ?

Deux tendances principales s'affrontent alors à ce sujet. Celle de Voltaire d'abord, qui s'est clairement exprimée dans les vers bien connus :

J'aime le luxe et même la mollesse,
Tous les plaisirs, les arts de toute espèce,
La propreté, le goût, les ornements.

En elle se reflète l'influence des Jésuites, qui élevèrent Voltaire.

A son opposé, se place celle de Rousseau, favorable à la simplicité, voire à l'ascétisme, méfiante à l'égard de tout ce qui peut modifier l'homme dans son essence primitive. On y retrouve cet esprit calviniste qui régnait en maître dans la ville de Genève, où s'écoula l'enfance de Rousseau.

Diderot, qui a horreur de l'ascétisme, ne peut évidemment pas partager les thèses de Rousseau. Cependant, il ne lui semble pas que Voltaire, non plus que d'autres philosophes de son temps : Melon (qu'il rattache plutôt à l'école de Rousseau), Helvétius, par exemple, aient une conception juste de la question. « Les vers de Voltaire, écrit-il notamment, sont charmants, mais sa pièce est l'apologie de la fièvre d'un agonisant » (1).

Selon Diderot, le luxe en soi, le luxe qui est donné par la possession d'une certaine somme de richesses ne peut être condamné, car « le désir de s'enrichir doit entrer dans le nombre des ressorts de tout gouvernement qui n'est pas fondé sur l'égalité et la communauté des biens » (2). Donc, « puisque le désir de s'enrichir et celui de jouir de ses richesses sont dans la nature humaine dès qu'elle est en société, puisque ces désirs soutiennent, enrichissent, vivifient toutes les grandes sociétés, puisque le luxe est un bien par lui-même, et qu'il ne fait aucun mal, il ne faut ni comme philosophe, ni comme souverain, attaquer le luxe en lui-même » (3).

Mais il faut distinguer. En réalité, il y a deux luxes. Il y a un luxe qui est le privilège d'une toute petite minorité, ou bien encore le frêle vernis qui cache la misère réelle de tout un peuple, et, en second lieu, un luxe qui correspond à une aisance effective des masses. Le premier semble odieux à Diderot, le second tout à fait souhaitable.

Le luxe exagéré est odieux, qu'il vienne du souverain ou des grands. « Une nation — écrit Diderot dans l'article « Faste » de l'*Encyclopédie* — aurait plus de respect pour des chefs qui l'enrichiraient, que pour des chefs qui voudraient la faire passer pour riche » (4). Dans les dix-huit remèdes qu'il expose à Catherine II, et qui devraient, selon lui, rétablir les finances françaises, plusieurs ont directement trait, à la diminution du train de vie royal. Ce faisant, le souverain ne fera que ménager la bourse de ses sujets, son argent étant, en réalité, celui du peuple. Voici quelques-uns des remèdes prescrits par Diderot : diminution de la cavalerie royale, 200 chevaux au maximum au lieu de 5.000. Destruction des trois quarts des maisons royales qui coûtent trop cher à entretenir. « On ne conserve que celles qui font l'admiration de l'étranger et du regnicole, et le nombre en est petit » (5). « Plus de voyages coûteux,

(1) « Diderot et Catherine II », p. 223.

(2) AT. T.16 (Art-Luxe), p. 5.

(3) Ibid., p. 28.

(4) A.T. T.15.8.

(5) « Diderot et Catherine II », p. 231.

ou si l'on voyage, que ce soit à peu de frais, à la manière de Henri IV » (1). « L'équipage nécessaire à la chasse doit être réduit au minimum. Suppression des ouvriers qui suivent la Cour et qui reviennent trop cher. Toutes ces économies sont justifiées par le principe suivant: « Après tout, quand on y regarde de près, un souverain n'est qu'un administrateur du bien d'autrui, et je crois qu'on peut, sans honte, en être économe » (2).

« La Cour reflète sur les grands » (3). Un luxe excessif du souverain entraîne les grands nécessairement à une dépense exagérée, et cette dépense les mène à la ruine. Certes, si l'on entend par grands, les grands financiers, « la race détestable des grands exacteurs », ceux qui occupent les charges publiques, cette ruine est une certaine mesure justicière : « Bénis soient les brocanteurs, les bijoutiers, les filles de joie — écrit Diderot, dans le *Salon de 1767*. Ce sont ces gens-là qui nous vengent, c'est la vermine qui ronge et détruit nos vampires et qui nous reverse goutte à goutte le sang dont ils sont épuisés » (4).

Mais, dans l'ensemble, les résultats de cette ostentation frénétique n'en sont pas moins déplorables pour l'ensemble de la nation. Des capitaux importants, et ici on trouve chez Diderot la marque de l'influence physiocratique, sont consacrés à des activités qui ne sont pas essentielles, c'est-à-dire les manufactures et, distraits par cela même, d'un emploi plus productif dans l'agriculture. Les mœurs et les arts se corrompent. Et surtout naît dans le peuple, « un besoin de luxe d'imitation, le plus funeste de tous ». Un luxe ostentation de l'opulence dans un petit nombre, masque de la misère de presque tous les autres » (5). C'est le luxe de « la fille de boutique qui gagne douze sols par jour et se promène aux Tuileries en robe de soie et la montre à son côté » (6).

Ce besoin d'un luxe superficiel, il faut le combattre d'autant plus résolument, qu'une autre forme de luxe est justement désirable. S'il faut se dépouiller des préjugés de Sybaris « il faut également se dépouiller des préjugés de Sparte » (7). L'ascétisme n'est pas une solution à offrir aux masses. Un luxe né d'une haute productivité sociale, un luxe qui ne soit plus seulement « le masque d'une misère commune », mais « le signe de l'opulence générale » est un état de chose auquel le peuple a droit. Le luxe, fruit de cette technique dont Diderot a si bien compris le rôle, ne serait plus, dans la société dont il rêve, le privilège d'une minorité, mais un bien commun à tous et lié à une accession générale à la culture; il ne risquerait plus d'être une source de dissolution des mœurs. Sur le plan d'une société socialiste, Diderot serait avec Marx, pour rejeter le socialisme frugal de Babœuf.

(1) « Diderot et Catherine II », p. 231.

(2) Ibid., p. 232.

(3) AT. T.2, p. 383.

(4) AT. T.2, p. 87.

(5) AT. T.2, p. 383.

(6) « Diderot et Catherine II », p. 226.

(7) AT. T.16, p. 30.

Diderot, traitant de la question du luxe, a le mérite de la dépouiller du fatras « théologique » qui l'embarrassait. Il apporte ses solutions en réaliste. Il fait preuve du même esprit concret dont il a témoigné dans le *Voyage de Hollande* et dans les vulgarisations géniales de l'*Encyclopédie*. C'est ce même esprit réaliste et concret qui va encore se manifester chez Diderot, par l'attention passionnée avec laquelle il se penche sur les principaux problèmes économiques de son époque.

Le premier de ces problèmes est celui de l'agriculture.

Dans la première moitié du XVIII^e siècle, l'agriculture française traversait une crise. Elle supportait péniblement les conséquences de la politique mercantiliste sous sa forme moderne, politique, qui consistait à soutenir les manufacturiers aux dépens des producteurs de blé. Un des procédés les plus importants de la politique mercantiliste était en effet d'assurer au blé un prix très bas. Le pain n'étant pas cher, l'ouvrier de manufacture pouvait se contenter d'un maigre salaire et le manufacturier produire à bon marché, exporter facilement, par conséquent. Le principal moyen d'action sur les cours du blé était l'interdiction de son exportation.

Un pareil état de choses ne pouvait faire l'affaire des grands producteurs de blé. Ce sont leurs ressentiments qui s'expriment, en partie, dans les thèses de Ecole Physiocratique, qui entreprit de rendre à l'agriculture la place d'honneur dans l'économie française et qui apporta, pour la première fois dans l'histoire des doctrines économiques, « la conception d'une science et d'un art de l'économie » (1).

Diderot, et c'est là un témoignage de l'intérêt qu'il portait aux questions économiques, entretint de longs et cordiaux rapports avec les Physiocrates. Il était d'ailleurs personnellement lié au médecin Quesnay, le fondateur de la nouvelle école (collaborateur d'un instant à l'*Encyclopédie*) et à Le Mercier de la Rivière, autre physiocrate éminent.

Diderot ne fut jamais un physiocrate de stricte obédience. Il a écrit l'article *Homme* de l'*Encyclopédie*, à un moment où il subissait très vivement l'influence des Economistes, et cependant on y trouve cette affirmation tout à fait contraire à la pure doctrine physiocratique: « Il n'y a de véritables richesses que l'homme et la terre » (2), alors que pour les physiocrates, il n'y a que la terre qui produit de vraies richesses. Toutefois, dans l'article « Laboureur », qui est postérieur, on ne trouve plus de semblables hérésies et le morceau est tellement conforme à l'orthodoxie physiocratique, qu'il vaut à Diderot les félicitations de Quesnay. Cet article nous montre Diderot complètement rallié à la thèse de la productivité exclusive de l'agriculture. « C'est la terre seule qui donne les vraies richesses, dont

(1) « Cours d'Hist. des Doctrines Econ. » (M. Deschamps, Cours de Droit, Doctorat 1932).

(2) A.T. 15, p. 13

la renaissance annuelle assure à un Etat des revenus fixes, indépendants de l'opinion et qu'on ne peut soustraire à ses besoins » (1). Aussi faut-il considérer « la richesse plus ou moins grande des laboureurs » comme « un thermomètre fort exact de la prospérité d'une nation qui a un grand territoire » (2).

Les moyens qu'envisage Diderot dans le même article, pour assurer à la terre son plus grand rendement, sont également ceux préconisés par les Economistes. Tout d'abord, il faut de grandes avances, et il semble qu'ici Diderot mélange avances primitives et avances annuelles : « La culture des terres est une entreprise qui exige beaucoup d'avances, sans lesquelles elle est stérile et ruineuse. Une riche récolte suppose nécessairement une richesse précédente, à laquelle les travaux, quelque multipliés qu'ils soient, ne peuvent pas suppléer... Il faut donc que le laboureur soit propriétaire d'un fonds considérable, soit pour monter la ferme en bestiaux, instruments, soit pour fournir aux dépenses journalières, dont il ne commence à recueillir le fruit que deux ans après ses premières avances » (3).

Diderot souligne que le laboureur ne consentira à faire les avances que si on lui assure « pleine liberté dans la culture » (4), que si on le met « hors d'atteinte d'un impôt arbitraire qui porte sur les avances nécessaires à la reproduction » (5), et surtout que si on lui assure « le débit de ces dernières », ce qui implique la liberté d'exporter. En effet, « quand l'exportation n'est pas libre, les laboureurs sont réduits à craindre l'abondance; et une surcharge des denrées dont la valeur vénale est au-dessous des frais auxquels ils ont été obligés » (6).

Ces citations nous montrent combien nette a été l'influence des Economistes sur Diderot. Celui-ci, d'ailleurs, ne faisait pas mystère de son enthousiasme pour les Physiocrates. Il faut voir avec quelle chaleur, dans une lettre de juillet 1767 adressée au sculpteur Falconet alors en Russie, Diderot s'exprime sur Le Mercier de la Rivière. « Il a reçu de la nature une belle âme, un excellent esprit, des mœurs simples et douces. La méditation assidue sur les plus grands objets et l'expérience des grandes affaires ont achevé de perfectionner l'ouvrage de la nature » (7). Et, plus loin encore : « C'est l'apôtre de la propriété, de la liberté et de l'évidence. De la propriété, base de toute bonne foi, de la liberté, partie essentielle de la propriété, germe de toute grande chose, de tout grand sentiment, de toute vertu; de l'évidence, unique contre-force de la tyrannie et source du repos. Sentez bien toute la force de sa logique, pénétrez-vous bien de ses principes tous appuyés sur l'ordre physique et l'enchaînement général des choses » (8).

(1) A.T. T.15, p. 408.

(2) Ibid., p. 408.

(3) A.T. T.15, p. 407.

(4) Ibid., p. 408.

(5) Ibid.

(6) Ibid.

(7) AT. T.18, p. 236.

(8) Ibid.

En 1768, l'Ecole Physiocratique qui forme alors une secte organisée, disposant d'une publication indépendante, *Les Ephémérides du Citoyen*, est l'objet d'une attaque systématique de la part de certains philosophes, Voltaire, l'abbé de Mably, Grimm, tant à cause de ses théories politiques que de ses doctrines économiques. En outre, le peuple excité par les fermiers généraux et les « vivriers » gronde contre la cherté du pain, qu'il attribue à la nouvelle réglementation du commerce du blé, bien qu'elle soit due, en fait, à l'insuffisance de la récolte. Les Etats et les Parlements qui soutenaient d'abord les réformes dans différentes provinces, tournent casaque. A Paris notamment, le Président Le Pelletier de Saint-Fargeau porte contre les Physiocrates l'accusation fort grave de corruption.

En ces circonstances difficiles, Diderot reste fidèle à ses amis. Dans une lettre de mai 1768, il écrit à Falconet à propos encore de Le Mercier de la Rivière : « Nous sommes trop jeunes pour apprécier les œuvres de ce philosophe-ci. Je vous déclare que quelques gens à prétentions, qui se sont donnés les airs d'écrire contre ses principes, ont été pliés comme des capucins de carte et fouettés comme des enfants » (1). Une autre lettre du 6 septembre 1768, toujours adressée à Falconet, prend très ardemment la défense de Le Mercier de la Rivière : « Montesquieu a connu les maladies, celui-ci a indiqué les remèdes, et il n'y a vraisemblablement que ceux qu'il indique. Ceux qui affectent de soutenir le contraire sont, ou des gens de mauvaise foi, ou des morveux qui prononcent sur tout et n'ont profondément réfléchi sur rien » (2).

Peut-être faut-il attribuer ces vigoureux plaidoyers seulement à l'amitié personnelle, car une lettre de Diderot, du 22 novembre 1768, adressée à Sophie Volland, nous le montre détaché des Physiocrates sur un point capital de doctrine : l'exportation des grains ; Diderot avait fini par subir les effets de la propagande anti-physiocratique, que menaient Grimm et surtout l'abbé Galiani dans les salons. « Enfin, écrit-il, à Sophie Volland, l'abbé Galiani s'est expliqué net. Ou il n'y a rien de démontré en politique, ou il est que l'exportation est une folie... Voilà, seulement, un de ses principes ! Qu'est-ce que vendre du blé ? C'est échanger du blé contre de l'argent. Vous ne savez pas ce que vous dites : c'est échanger du blé contre du blé. A présent, pouvez-vous jamais échanger avec avantage le blé que vous avez contre du blé qu'on vous vendra ? » (3).

Malgré cette différence fondamentale, il faut croire que la rupture de Diderot avec les Physiocrates n'était pas complète, car, en 1769, il donne encore deux petites fables sur l'évidence — insipide d'ailleurs — aux *Ephémérides du Citoyen*. Mais, de plus en plus, il se détachait de ses amis. Il avait assuré la parution des *Dialogues sur le commerce des blés* de l'abbé Galiani. « Dialogues » dirigés contre les Physiocrates. Quand l'abbé Morellet, qui n'était pas offi-

(1) A.T. T.18, p. 259.

(2) A.T. T.18, p. 274.

(3) « Lettres à Sophie Volland » - (Babelon, éd. - Tome III).

ciellement de l'Ecole, eut entrepris de les réfuter, il n'eut que sarcasmes à son égard. Il trouve — écrit-il à M. de Sartine — le livre de l'abbé, « dur, sec, plein d'humeur et pauvre d'idées ». Et il ajoute : « Le caractère du réfuteur en sera un peu plus barbouillé ; on n'en aura pas plus haute opinion de sa suffisance et la question n'en sera pas plus éclaircie » (1). Certes, remarque Diderot, les économistes de profession sont bien d'une autre hardiesse et la liberté jointe au courage qu'ils ont de tout dire est, à mon sens, un des principaux avantages de leur Ecole » (2). Le salut est fort court-vois, mais il ne s'adresse plus à des amis, mais bien à des adversaires d'idées. C'est le même ton que l'on retrouvera dans une lettre du 17 octobre 1774, adressée de Paris à S.M.I. Catherine II, au retour du voyage en Russie : « Il est arrivé bien des révolutions dans notre ministère ; ce sont les économistes, les disciples de La Rivière qui tiennent le timon de nos finances. Votre Majesté Impériale n'en aura pas meilleure opinion, mais nous nous sommes si mal trouvés des maltôtiers et des robins, que je défie les gens d'esprit de faire pis. Au moins, ceux-ci sont justes, instruits et désintéressés, et l'expérience des choses les défera peut-être de la morgue de l'école et des folies du système. L'économiste est en administration, ce que le stoïcien en morale. Ils ne sont supportables que dans le moment du malheur. » Un enterrement, malgré beaucoup de fleurs, reste toujours un enterrement. Diderot était bien détaché de ceux qu'il avait, jadis, tant admirés.

La défection de Diderot n'est pas, quand on y réfléchit, très surprenante. Diderot avait, à l'origine de ses relations avec les Physiocrates, exprimé, nous l'avons vu, des tendances « populationnistes », mettant en doute la thèse physiocratique de la productivité exclusive de l'agriculture. Par la suite, il avait pu, emporté par son amitié pour certains physiocrates, donner son adhésion à cette théorie fondamentale de la Physiocratie. Peut-être aussi avait-il été entraîné par une sorte de sympathie instinctive pour l'état de laboureur, envisagé sous un aspect un peu bucolique. Mais, son adhésion, parce que plus emballée que réfléchie, ne pouvait être solide. Si le brillant plaidoyer des Physiocrates en faveur de la liberté et de la propriété avait pu le séduire, ces deux points du programme physiocratique se laissaient facilement détacher de l'ensemble. Enfin, les conclusions de Diderot sur la politique étaient tout à fait différentes de celles de Physiocrates, qui rêvaient d'une sorte de monarchie agraire.

Diderot saisissait trop bien l'importance du commerce et de l'industrie dans le monde moderne, pour admettre la suprématie de la classe des agriculteurs, suprématie qui se serait d'ailleurs traduite par l'omnipotence de l'aristocratie terrienne et féodale, et non par celle de la masse des paysans français.

(1) A.T. T.20, p. 9.

(2) A.T. T.20, p. 10.

Si la crise de l'agriculture française avait mis, au XVIII^e siècle, les questions agraires en évidence, d'autre part, l'essor du commerce et de l'industrie provoquait un vigoureux mouvement d'idées en faveur de la liberté, mouvement qui se traduisait pratiquement par une tendance anticorporative.

Jusqu'au XVIII^e siècle, le système des corporations n'avait pas été l'objet d'une critique d'ensemble sérieuse. Certes, on aimait à railler tel ou tel menu travers des corporations. Ainsi, on se gaussait de la querelle des rôtisseurs et des pâtisseries, de celle des merciers et des libraires. Mais, il ne venait à l'esprit de personne, de mettre en question l'existence même des corporations. Au XVIII^e siècle, les grandes découvertes qui bouleversent la technique font ressortir avec évidence les inconvénients de la rigidité du cadre corporatif. Il apparaît, en outre, aux riches bourgeois, que les règles qui pèsent sur l'activité des corporations sont autant d'obstacles aux spéculations fructueuses qu'ils peuvent entreprendre. Les mêmes bourgeois n'hésitent d'ailleurs pas à arguer des difficultés fréquentes qui s'élèvent entre compagnons et maîtres, pour souligner la vétusté du système corporatif et proclamer la nécessité de la liberté du commerce et de l'industrie. Ce courant anticorporatif, surtout puissant après 1750, se traduira par le fameux édit de Turgot, en 1776.

Diderot s'est intéressé à la question des corporations et, sur cette question également, la pensée de notre auteur a subi une évolution. Dans une brochure, publiée en 1748, sur la querelle des médecins et des chirurgiens, on constate que Diderot s'en tient à la position réformiste: amélioration des corporations, et n'arrive pas à la solution révolutionnaire: leur suppression.

Diderot, dans sa *Lettre d'un citoyen zélé qui n'est ni chirurgien ni médecin* se plaint des retards qu'occasionne, dans le traitement des malades, la division des compétences entre médecins et chirurgiens. Médecins et chirurgiens formaient en effet deux corps distincts, de formation professionnelle toute différente, possédant chacun leurs attributions particulières, d'ailleurs fréquemment mal délimitées. Souvent le médecin opérait, alors qu'il aurait dû recourir au chirurgien et le chirurgien prescrivait tel remède que le médecin seul avait qualité pour recommander. En outre, lorsqu'il fallait passer du stade purement médical au stade chirurgical, la division des deux corporations nuisait à la rapidité nécessaire à certaines opérations.

Diderot ne pense pas que médecins et chirurgiens puissent d'eux-mêmes venir à bout de ces difficultés, si préjudiciables à l'ensemble des malades. Le roi doit intervenir. « Il faut, écrit Diderot, s'adressant à un chirurgien, « que la suprême autorité... se hâte d'abolir les idées frivoles de prééminence et de subordination qui vous ont divisés, et de confondre les intérêts des médecins avec les vôtres, en vous réunissant tous en un même corps et sous un nom commun » (1).

(1) A.T. T.9, p. 214.

Cette fusion semble à Diderot conforme aux plus anciennes traditions. Qu'étaient donc « Esculape, Hippocrate, Galien ? Médecins et chirurgiens. Pourquoi donc leurs derniers successeurs ne les imiteraient-ils pas ? » (1).

Sans doute, on invoquera les anciennes lois, mais, réplique Diderot, « s'il y eut jamais un temps où l'ignorance des chirurgiens et l'habileté des médecins semblaient condamner les premiers à monter derrière le carrosse de ceux-ci, il faut convenir que ce temps a bien changé » (2). D'ailleurs, « tous les jours, on institue des choses nouvelles dont on découvre l'utilité et l'on abroge de vieilles institutions dont on ressent enfin l'inconvénient » (3). Donc, réforme de la corporation, réforme imposée par en haut, tel est le remède imposé par Diderot.

L'article « Fondation » de l'*Encyclopédie*, écrit postérieurement, nous montre Diderot passé tout à fait franchement dans le camp des partisans de la liberté du commerce et de l'industrie. Tout « ce que l'Etat doit à chacun de ses membres » en ce domaine, « c'est la destruction des obstacles qui les gêneraient dans leur industrie, ou qui les troubleraient dans la jouissance des produits qui en sont la récompense » (4). Et Diderot de formuler, très brièvement et très clairement, la doctrine révolutionnaire sur les corporations : « Les corps particuliers n'existent point par eux-mêmes; ils ont été formés pour la société et ils doivent cesser d'être, au moment qu'ils cessent d'être utiles » (5). Ce moment, Diderot le juge arrivé. Aussi, dans ses conseils à l'impératrice de Russie, Diderot recommande de laisser à l'industrie et au commerce la plus grande liberté. Quatre sortes d'inspections d'Etat lui semblent seulement utiles : 1° Inspection « des vivres et denrées qui se mangent ». 2° Inspection des poids et mesures. 3° Inspection de la médecine « quoique quelques charlatans sur les confins des grandes villes ne soient pas sans utilité. La médecine n'a commencé et ne peut se perfectionner que par l'empirisme. ». 4° Inspection « des métiers qui emploient l'or et l'argent » (6).

Les arguments par lesquels Diderot justifie sa position sont ceux employés de manière courante par les économistes libéraux : « Protégez l'industrie — écrit-il dans le *Voyage de Hollande* — mais gardez-vous de lui commander. Les règlements, les inspections, les prohibitions, les défenses, les ordonnances, ne sont jamais sans inconvénient lorsqu'il s'agit d'un objet aussi variable que le commerce. Il ne faut pas de législations, où la nature a constitué un despote attentif, juste, ferme, éclairé, qui récompense et qui punit toujours avec poids et mesure; l'intérêt sans cesse favorable à ceux qui le consultent sagement n'est jamais cruel que pour ceux qui

(1) AT. T.9, p. 217.

(2) A.T. T.9, p. 221.

(3) Ibid.

(4) A.T. T.15, p. 18.

(5) Ibid, p. 21.

(6) « Diderot et Catherine II », p. 185.

l'entendent mal » (1). Le préambule de l'édit de Turgot de 1776 développera les mêmes idées.

Si, d'une manière générale, la liberté du commerce et de l'industrie est souhaitable, quelle est l'institution qui permettra à l'homme d'assurer cet état de chose si désirable ? La réponse de Diderot, qui est d'ailleurs celle des Physiocrates, est claire : cette institution est la propriété.

La première sorte de propriété indispensable à l'homme est celle de son corps. L'homme esclave n'a ni le goût de produire, ni le sens de sa dignité. Pourquoi le paysan russe est-il si sale ? Parce qu'il n'est qu'un serf. « L'âme d'un esclave est avilie; il néglige jusqu'à lui-même dont il n'a pas la propriété. C'est un locataire qui laisse dégrader une maison qui ne lui appartient pas » (2).

Maître de son corps, l'homme doit être également maître des fruits de son travail et c'est là la propriété au sens moderne du mot, « le droit que chacun des individus dont une société civile est composée a sur les lieux qu'il a acquis légitimement » (3). La propriété est le principe même de l'activité humaine. » Détruisez ce principe moteur et vous verrez naître un état de stagnation générale » (4) ; il est indispensable au « progrès des sciences, des arts et à la perfection de l'esprit humain » (5). Si, d'ailleurs, les hommes forment des sociétés, c'est pour s'assurer « la possession tranquille des avantages qu'ils avaient acquis ou qu'ils pouvaient acquérir » (6). Pour le maintien de la société, chacun fait un sacrifice sous forme d'impôt, mais personne n'entend donner au souverain un pouvoir discrétionnaire sur les biens des particuliers. « Quelque fort qu'ait pu être l'enthousiasme des hommes, pour les souverains auxquels ils se soumettaient, ils n'ont jamais compté se mettre dans la nécessité de ne travailler que pour eux » (7). Certains, des ministres mêmes, comme l'abbé Terray, voulaient justifier toutes les exactions de la royauté par un prétendu droit absolu du souverain sur les biens de ses sujets. Aussi, c'est bien à l'actualité que songe Diderot, quand il écrit : « Dans les Etats où l'on suit les règles de la raison, les propriétés des particuliers sont sous la protection des lois; le père de famille est assuré de jouir lui-même et de transmettre à sa postérité les biens qu'il a amassés par son travail; les bons rois ont toujours respecté les possessions de leurs sujets » (8). Les bons rois ne doivent pas même considérer les impôts consentis par leurs sujets comme un bien dont ils peuvent disposer selon leur bon plaisir. Les bons rois n'ont jamais « regardé les deniers qui leur ont été confiés que comme un dépôt, qu'il ne leur était point permis de

(1) A.T. T.17, p. 391.

(2) « Diderot et Catherine II », p. 222.

(3) A.T. T.16, p. 439.

(4) A.T. T.2., p. 419.

(5) Ibid, p. 419.

(6) A.T. T.16, p. 439.

(7) Ibid., p. 439.

(8) Ibid., pp. 439-440.

détourner pour satisfaire ni leurs passions frivoles, ni l'avidité des favoris, ni la rapacité des courtisans » (1). La propriété est donc, pour Diderot, le droit inviolable et sacré, aussi bien pour les individus que pour l'Etat, qui sera affirmé hautement, par la *Déclaration des Droits de l'Homme*.

Il semble fort difficile de présenter comme socialiste ce Diderot que nous venons de voir à l'instant, apôtre de la propriété « base de toute bonne loi », « principe moteur » de l'activité humaine, condition du progrès des sciences et des arts. Une telle position semble tout à fait incompatible avec celle de partisan de la socialisation des moyens de production et d'échange. Cependant les contradictions mêmes de la bourgeoisie font qu'il y a, à côté du Diderot, défenseur de la révolution bourgeoise pour la conquête d'une propriété délivrée de toute entrave féodale, un Diderot socialiste, utopique certes, mais qui exprime déjà quelque peu les rêves et les aspirations du prolétariat qui grandit.

« Dès sa naissance — a écrit Engels — la bourgeoisie fut bâtie de son propre antagonisme : le capitalisme ne peut exister sans le travailleur salarié et à mesure que le bourgeois des corporations du Moyen-Age se transformait en bourgeois moderne, le compagnon et le journalier non incorporé devenaient prolétaires. Si, en général, la bourgeoisie put dans ses luttes avec la noblesse prétendre qu'elle représentait les différentes classes travailleuses de l'époque, parallèlement à chaque grand mouvement bourgeois éclatait aussi un mouvement de la classe qui était la devancière plus ou moins développée du prolétariat moderne... A ces levées de boucliers d'une classe incomplètement formée correspondaient des manifestations théoriques : aux XVI^e et XVII^e siècles, les peintures utopiques d'une société idéale; au XVIII^e siècle, des théories franchement communistes (Morelly, Mably) » (2).

Moins précises, moins systématiques que chez Mably et chez Morelly (il faudrait ajouter chez Linguet), il y a chez Diderot une vision de la misère du prolétaire, des méfaits de l'inégalité des fortunes et la conception d'une société où tout, étant à tous, le bonheur régnerait parmi les hommes.

Nous avons déjà vu Diderot s'apitoyer sur les maladies professionnelles qui menacent si dangereusement l'existence de certains travailleurs. C'est aussi toute la vie de l'ouvrier fait d'incertitude, de peur du lendemain, angoissée par la perspective d'une vieillesse mal assurée, qui préoccupe Diderot. Le jugement qu'il porte sur une société où l'homme peut connaître un semblable destin est sévère : « Toute condition qui ne permet pas à l'homme de tomber malade sans tomber dans la misère est mauvaise... Toute condition qui n'assure pas à l'homme une ressource dans l'âge de la vieillesse est mau-

(1) AT.T.16, p. 440.

(2) Engels : « Socialisme Utopique et Socialisme scientifique. », Bureau d'Editions, p. 22.

vaïse » (1). En le conseil que Diderot donne à l'homme du peuple n'est pas de renoncement, mais de révolte : « Si le petit peuple prend la perspective effroyable de l'hôpital ou s'il la voit sans en être troublé, c'est qu'il est abruti » (2).

Qu'envisage Diderot pour mettre fin à cette situation injuste, à cette division « de la société en deux classes d'hommes, dont les uns sont dans l'opulence et les autres dans la misère ? » (3).

Dans un dialogue intitulée « Mon Père et Moi », Diderot met dans la bouche de son père un projet de dette nationale envers les pauvres, projet que Diderot semble approuver, tout en mettant en doute sa réalisation.

Parlant de l'utilité des richesses, Diderot montre à son père qu'une des satisfactions les plus nobles qu'on en puisse tirer consiste dans la joie de soulager les pauvres. Le père répond : « Tout cela est, en effet, très beau dans la spéculation, mais cela ne se passe point ainsi dans le fait. Tous ces avantages sont chimériques. On ne destine point ses richesses acquises à être réparties sur ceux qui affichent ou cachent leur misère » (4). Le riche fait nécessairement des dépenses superflues qui l'empêchent de remplir le rôle qui devrait être le sien, celui de « fermier du pauvre ». Ce rôle serait plus utile que celui de créateur de ces fondations « qui n'ont souvent d'autre utilité que celle d'afficher la vanité du fondateur... De sorte que si l'instituteur avait employé ces sommes à acquitter sa dette envers les pauvres, qui vraisemblablement ont été négligés, elles auraient été beaucoup plus profitables » (5). Et, allant jusqu'au bout de sa pensée, le père de Diderot esquisse son projet : « N'est-il pas vrai que si toute la somme de la misère publique était connue, ce serait exactement la dette de toute la richesse nationale ? — J'entends. — Si la somme de toute la richesse nationale était connue, chaque particulier saurait quelle portion de cette dette il aurait à acquitter. Il dirait : toute richesse nationale doit tant à la misère publique ; donc, la portion de la richesse nationale que je possède doit tant à la misère publique que j'ai à soulager. Me suivez-vous ? Oui, mon père, à merveille. — Vous concevez donc bien que ce qu'il donnerait en moins serait un vol fait aux pauvres » (6). Ce beau projet ne semble malheureusement pas pouvoir passer dans les faits, par suite, pense Diderot, de la difficulté de déterminer la créance des pauvres. Nous devons y retenir malgré tout l'affirmation du droit des pauvres à l'assistance, s'opposant au principe de la simple charité ; et ce droit, on le sait, peut, s'il est poussé à ses conséquences logiques, constituer une brèche sérieuse au droit de la propriété.

Pour remédier à l'inégalité des fortunes, Diderot a lancé, non plus un projet, mais une simple idée, qui, par la suite, a connu une

(1) A.T. T.2, p. 431.

(2) A.T. T.2, p. 431.

(3) A.T. T.15, p. 204.

(4) A.T. T.4, p. 477.

(5) Ibid., pp. 477-478.

(6) A.T. T.4, p. 479.

certaine faveur. « Le législateur — écrit Diderot — dans tous les climats, dans toutes les circonstances, dans tous les gouvernements, doit se proposer de changer l'esprit de propriété en esprit de communauté » (1). Des constitutions de l'après-guerre, notamment celle de Weimar, ont repris la suggestion émise par Diderot et ont marqué le caractère social de la propriété. Mais, comme le principe de la dette des pauvres, le principe du caractère social de la propriété est fort difficilement réalisable. Et, avoir été inscrit gravement dans une constitution fort compliquée ne lui a pas donné plus d'efficacité que d'avoir été mentionné dans un article de l'*Encyclopédie*.

Diderot devait recommander aux insurgents d'Amérique de tout faire pour « prévenir l'accroissement énorme et l'inégale distribution des richesses » (2). C'est dire, qu'à côté des avantages du droit de propriété, il perçoit déjà tous les maux qui peuvent en résulter. Comment les éviter ? Il ne le sait pas trop ! Il n'a sans doute pas grande confiance dans les remèdes qu'il propose, dette nationale envers les pauvres, transformation de l'esprit de propriété en esprit de communauté ; aussi s'abandonne-t-il parfaitement à une sorte de rêverie utopique, dont le *Supplément au Voyage de Bougainville* est l'exemple le plus fameux.

Depuis Montaigne, les évocations du « bon sauvage » ne manquent pas dans notre littérature et, au XVIII^e siècle, nous trouvons en abondance des récits de voyageurs, qui font un tableau idyllique des sociétés primitives. Dans le premier tiers du XVIII^e siècle, un Jésuite, missionnaire, le père Charlevoix attribue déjà la beauté de ces civilisations sauvages à la communauté des richesses qui y règne. Et si, dans l'île de Tahiti, que nous dépeint Diderot, la vie est un éden, c'est bien parce que l'on n'y trouve pas « la funeste distinction du tien et du mien » que veulent y introduire les blancs. « Ah ! Monsieur de Bougainville — s'exclame un sage de l'île — éloignez vos vaisseaux. Ils (les Taïtiens J.O.) suivent l'instinct de la nature et vous allez effacer ce caractère auguste et sacré. Tout est à tous et vous allez leur porter la funeste distinction du tien et du mien ; leurs femmes et leurs filles sont communes et vous allez allumer entre eux les fureurs de l'amour et de la jalousie. Ils sont libres, et voilà que vous enfoncez dans une bouteille de verre, le titre extravagant de leur futur esclavage. Vous prenez possession de leur contrée, comme si elle ne leur appartenait pas... Vous êtes les plus forts, et qu'est-ce que cela vous fait ? » (3). Pourquoi nous asservir, dira encore le vieillard à Bougainville : « Celui dont tu veux t'emparer comme de la brute, le Taïtien, est ton frère. Vous êtes deux enfants de la nature ; quels droits as-tu sur lui qu'il n'ait pas sur toi ? » (4). Le Taïtien vit librement, à son gré, sans « franchir l'étroite limite du besoin ». « Nous avons rendu — explique le vieillard, devançant l'*Eloge de la Paresse*, de Lafargue — la somme de nos fatigues annuelles et journalières, la moindre qu'il était pos-

(1) A.T. T. 15, p. 421 (Art. Législateur).

(2) A.T. T.3, p. 324.

(3) A.T. T.2, p. 203.

(4) A.T. T.2, p. 214.

sible, parce que rien ne nous est préférable au repos » (1). Hélas ! les blancs sont insensibles à ces supplications. S'ils partent, c'est en promettant de revenir : « Pleurez, malheureux Taïtiens — gémit le vieillard — pleurez, mais que ce soit de l'arrivée et non du départ de ces hommes ambitieux, corrompus et méchants. Un jour, vous les connaîtrez mieux, un jour ils viendront, un crucifix dans une main et le poignard dans l'autre, vous égorger ou vous forcer à prendre leurs mœurs et leurs opinions » (2). Un jour, vous serez, sous eux, presque aussi malheureux qu'eux. » On croirait bien entendre la harangue d'un farouche anticolonialiste !

La particularité de l'île sur laquelle Diderot insiste le plus vivement est la communauté des femmes. En l'île de Taïti, « leurs femmes et leurs filles sont communes » aux habitants. Aussi, le Taïtien Orou invite-t-il l'aumônier de l'expédition à user librement de sa femme et de sa fille. C'est un devoir, dit-il à l'aumônier, de « t'acquitter avec un hôte qui t'a fait bon accueil et d'enrichir une nation en l'accroissant d'un sujet de plus » (3). L'aumônier décline ce « devoir » et expose à Orou les principes chrétiens du mariage. « Ces principes singuliers — répond Orou - je les trouve opposés à la nature et contraires à la raison, faits pour multiplier les crimes » (4). Le serment de fidélité conjugale est « contraire à la loi générale des êtres » (5). En effet, que peut devenir « un serment d'immutabilité de deux êtres de chair, à la face d'un ciel qui n'est pas un instant le même, sous des antres qui menacent ruine ? » (6). « Attache-toi, conseille plus simplement Orou à l'aumônier — à la nature des choses et des actions, à tes rapports avec ton semblable, à l'influence de ta conduite sur ton utilité particulière et le bien général » (7). A Taïti, « lâche séducteur », « fille déshonorée », « femme infidèle », « mari libertin » sont autant d'expressions vides de sens. « Un enfant qui naît occasionne la joie domestique et publique. C'est un accroissement de fortune pour la cabane et de force pour la nation, ce sont des bras et des mains de plus, dans Taïti » (8).

Mais quel est le sort des enfants, en cette île où les unions commencent et finissent librement ? La coutume est de partager les enfants, nés pendant la cohabitation, entre les deux conjoints qui se séparent. La nation consacre à leur subsistance un sixième de tous les produits de l'île. Donc, plus une famille a d'enfants plus elle est riche.

L'aumônier proteste évidemment contre ces pratiques. Il oppose à Orou la beauté de l'affection solide et durable, qui lie tous les membres de la famille chrétienne. Mais il ne réussit pas à convain-

(1) A.T. T.2, p. 215.

(2) A.T. T.2, p. 204 et 205.

(3) A.T. T.2, p. 220.

(4) Ibid., p. 223.

(5) Ibid., p. 224.

(6) Ibid.

(7) Ibid., p. 226.

(8) Ibid., p. 228.

cre son interlocuteur, très méfiant à l'égard de toutes ces choses : « Dis-moi — réplique-t-il à l'aumônier — si dans quelque contrée que ce soit, il y a un père qui, sans la honte qui le retient, n'aimât mieux perdre son enfant, un mari qui n'aimât mieux perdre sa femme, que sa fortune et l'aisance de toute sa vie » (1) Orou, on le voit, est un sauvage fort sceptique, et tout à fait intraitable. Pourquoi dans vos pays, dit-il encore à l'aumônier, l'amour est-il devenu une sorte de dépravation ? : « C'est par la tyrannie de l'homme, qui a converti la possession de la femme en une propriété. Par les mœurs et les usages, qui ont surchargé de conditions l'union conjugale. Par les lois civiles, qui ont assujéti le mariage à une infinité de formalités. Par la nature de notre société, où la diversité des fortunes et des rangs a institué des convenances et des disconvenances... Par les vues politiques des souverains, qui ont tout rapporté à leur intérêt et à leur sécurité. Par les institutions religieuses, qui ont attaché le nom de vice et de vertu, à des actions qui n'étaient susceptibles d'aucune moralité » (2).

Depuis Platon, jusqu'à Saint-Simon et à Marx, la question des femmes a préoccupé tous les socialistes, tous les bâtisseurs d'utopies. Diderot ne justifie pas, comme Platon, la communauté des femmes, plus exactement, le droit pour les femmes de disposer en toute liberté de leur corps, par le souci de faire régner entre tous les membres de la cité une harmonie profonde. Il croit simplement juste, de briser « la tyrannie de l'homme qui a converti la possession de la femme, en propriété. » C'est là une idée qui sera reprise par le « Manifeste communiste », comme antérieurement aura été repris par les Saint-Simoniens le thème de la réhabilitation de l'amour contre les préjugés chrétiens.

Ici, nous sommes donc bien en face d'un Diderot socialiste. Socialiste par sa conception du luxe, socialiste par sa volonté d'assurer au travailleur un destin plus heureux, socialiste par sa méfiance à l'égard de la propriété, dont la nécessité, pour son époque, lui semble par ailleurs indiscutable; Diderot est aussi socialiste, parce qu'il entrevoit que la modification des formes de la propriété doit naître une nouvelle conception de l'amour. A ce Diderot socialiste, sur le plan économique et humain, fait d'ailleurs pendant, nous le verrons, un Diderot socialiste, sur le plan purement politique.

(1) A.T. T.2, p. 236.

(2) Ibid., p. 245.

DIDEROT

ET LES INSTITUTIONS RELIGIEUSES

« Tenez, Monsieur Helvétius, c'est que Dieu est une mauvaise machine, dont on ne peut rien faire qui vaille ; c'est que l'alliage du mensonge et de la vérité est toujours vicieux et qu'il ne faudrait ni prêtres ni dieux. »

Tout système politique se revendique soit d'une religion, soit d'une philosophie, soit d'une mystique. La monarchie de l'ancienne France ne fait pas exception à cette règle. Le roi est monarque de droit divin. Certes, en France, l'héritier de la couronne devient roi dès la mort de son prédécesseur, mais le sacre n'en garde pas moins une signification religieuse profonde. Il est « le mystère par lequel Dieu confère à son représentant sur terre les grâces spéciales dont il a besoin pour remplir sa mission » (1). Le serment que le roi prononce alors est un engagement religieux à l'égard de son peuple, comme l'obéissance du peuple à son roi est l'acceptation religieuse d'une autorité conférée par la divinité elle-même. Le serment du sacre est aussi l'engagement solennel pris par le roi de respecter les privilèges de l'Eglise, de la défendre contre ses ennemis : le roi de France protège l'Eglise qui, de son côté, en luttant pour la foi et en la propageant, soutient directement la cause de la monarchie. Aussi, attaquer l'Eglise, c'est en fait attaquer la royauté, c'est ruiner le principe même du régime, accomplir une œuvre proprement politique. A ce travail de sape, Diderot est un des plus ardents. Il est un des plus en vue. « Il exista — écrit l'abbé Barruel, en 1798 — une conjuration antichrétienne dont Voltaire, d'Alembert, Frédéric II de Prusse et Diderot furent les chefs, les grands mobiles, les principaux auteurs » (2). Plus loin, l'abbé ajoute : « Diderot disait en fou toutes les absurdités possibles, comme Voltaire les disait en impié. On n'en croyait pas une; mais on cessait de croire aux vérités religieuses contre lesquelles se dirigeaient toutes ces absurdités, décorées du verbiage et de l'appareil philosophique. On cessait de croire à la religion du Christ, toujours outragé dans ces sortes de production et c'était là tout ce que demandait les conjurés. C'est par là que le rôle de Diderot leur fut si précieux, tout absurde qu'il était » (3). Laissons de ce côté la conjuration, le roi de Prusse et la folie de Diderot. Il n'en reste pas moins vrai qu'un écrivain contemporain et contre-révolutionnaire caractérisé, comme l'abbé Barruel, attribue à Diderot une place de choix dans le domaine de l'activité antireligieuse. Cela, il n'est pas sans importance de le noter. On a pu, se basant sur des statistiques d'ouvrages recensés dans des bibliothèques de châteaux, mettre en doute l'influence dominante des grands philosophes du XVIII^e siècle. On s'est demandé si, contrairement à l'opinion généralement admise jusqu'alors, l'action exercée par tel ou tel écrivain de second plan n'avait pas été plus grande que celle possédée par Voltaire, Diderot, Rousseau. Certes, il importe de ne pas retomber dans l'erreur de Taine. La Révolution Française a été précédée par un mouvement d'idées à la fois général et vigoureux. Diderot, Voltaire, Rousseau ne sont pas les seuls à propager ou à défendre les idées révolutionnaires. Ils ne constituent pas une petite secte détachée de la masse, qu'ils ne réussissent à pénétrer que par un long travail insidieux. La masse de l'opinion, tant soit peu

(1) Olivier Martin : « Cours d'Histoire du Droit ».

(2) Abbé Barruel : « Mémoires pour servir à l'étude du Jacobinisme », p. 28.

(3) Abbé Barruel : *Ibid.*, p. 199.

« éclairée », partage leurs griefs, approuve leurs critiques. Mais aussi elle les reconnaît bien comme ses chefs. Les signes d'une sélection déjà faite par les contemporains sont multiples et certains.

À qui donc s'adressent Catherine II et le Grand Frédéric, lorsqu'ils veulent avoir près d'eux un représentant illustre de la pensée philosophique française ? C'est à Diderot et à Voltaire. Contre qui s'acharnent avec le plus de vigueur tous ceux qui se revendiquent des doctrines traditionnelles de la monarchie, un La Harpe par exemple ? C'est contre Voltaire, Diderot, Rousseau. À côté de l'influence exercée par les livres, faut-il en outre négliger celle, considérable, de salons, de cénacles, comme celui du baron d'Holbach, dont Diderot fut un des hôtes les plus assidus ? D'ailleurs, la Révolution Française, en faisant transporter au Panthéon les corps de Voltaire et de Rousseau, a montré qu'elle avait distingué ceux qui furent les plus grands parmi ses inspirateurs. Peut-être fut-elle seulement un peu ingrate, en négligeant d'associer la mémoire de Diderot à ce solennel hommage.

Que Denis Diderot soit au premier plan de l'athéisme militant, cela n'est pas pour surprendre. L'antiascétisme est chez lui un trait de caractère fondamental. D'instinct, il ne peut tolérer une règle de vie qui impose aux mœurs, des contraintes qui lui semblent absurdes et même dangereuses. Il est trop ami de la raison, il a trop de confiance en l'esprit humain pour accepter un dogme révélé quel qu'il soit. La théologie est pour lui « la science des chimères » et il pense qu'un pays est menacé des plus grands désastres, où toute la théologie n'est pas réduite à deux pages » (1).

Sur le terrain strictement politique, ses griefs ne sont pas moins nombreux. Diderot ne lie pas l'apparition d'un clergé quelconque à un besoin spirituel de l'homme. Il la rattache uniquement à l'intérêt et de cette origine impure lui paraissent découler toute une série de fléaux pour l'humanité ; « l'intérêt a engendré les prêtres, les prêtres ont engendré les préjugés, les préjugés ont engendré les guerres, et les guerres dureront tant qu'il y aura des préjugés, les préjugés tant qu'il y aura des prêtres et les prêtres tant qu'il y aura de l'intérêt à l'être » (2).

Aussi Diderot ne peut-il que porter un jugement sévère sur les théocraties, de toutes les formes de gouvernement, celle qui lui semble la plus odieuse : « Point de commandement plus dur et plus absolu que celui qui s'exerce de la part des dieux. La masse des préjugés et des superstitions s'accroissent au gré de la cupidité des prêtres, elle devient énorme à la fin ; c'est un fardeau sous lequel

(1) M. Tourneux : « Diderot et Catherine II », p. 298.

(2) « Promenade du Sceptique », A.T. T.1, p. 183.

la raison et la liberté sont également étouffées » (1). Et, en appui de cette thèse, c'est un exemple qui revient fréquemment sous sa plume, que celui des Jésuites du Paraguay. « Voyez les Jésuites, souverains et pontifes au Paraguay, comme ils en usent avec leurs sujets ! Ces misérables travaillent sans relâche et ne possèdent rien. Ont-ils commis la plus petite faute ? Le père les appelle, il leur fait signe, ils se déculottent, s'étendent à terre, reçoivent cent coups d'étrivières, se relèvent, remettent leur culotte, remercient le bon père, le saluent très humblement en baisant le haut de sa manche et s'en vont contents et gais, s'ils le peuvent » (2). Aussi Diderot commente-t-il avec satisfaction l'expulsion des Jésuites au Paraguay et cette fois la violence de son indignation ne se teinte même pas d'ironie : « Ces cruels spartiates en jaquette noire en usaient avec leurs esclaves indiens, comme les ilôtes étaient traitées à Lacédémone ; les avaient condamnés à un travail opiniâtre et assidu, jouissaient de leur sueur ; ne leur avaient laissé aucun des droits de la propriété ; les tenaient dans l'abrutissement de la superstition » (3).

A l'époque de Diderot, les théocraties commencent à se faire rares. Mais le rôle du prêtre dans les États n'en continue pas moins à être funeste. Le prêtre recommande l'obéissance aux règles du culte qui « est un ordre de devoirs supérieurs aux devoirs naturels et humains » (4). Il arrive fatalement des cas où la loi humaine et la loi divine vont s'opposer. C'est alors que le souverain a tout à craindre du prêtre « qui peut tout ordonner, même à un père d'égorger son enfant » (5), et dans des hypothèses plus immédiates, reboter, par son opposition, l'exécution des lois civiles. Mais même si le prêtre se conforme à la lettre des lois, son activité demeure néfaste. « Le prêtre est intolérant par état » (6) et peu de fléaux ont été aussi graves dans l'histoire de l'humanité que l'intolérance : « Songez qu'elle a créé et qu'elle perpétue la plus violente antipathie entre les nations. Il n'y a pas un musulman qui n'imaginât faire une action agréable à Dieu et au Saint Prophète, en exterminant tous les chrétiens qui, de leur côté, ne sont guère plus tolérants. Songez qu'elle a créé et qu'elle perpétue dans la même contrée, des divisions qui sont rarement éteintes sans effusion de sang. Notre histoire ne nous en offre que de trop récents et de trop funestes exemples. Songez qu'elle a créé et qu'elle perpétue dans la société, entre les citoyens et dans la famille entre les proches, les haines les plus fortes et les plus constantes ». L'intolérance ne pourra disparaître qu'avec le développement de l'instruction. Hélas, « l'esprit du clergé catholique, qui s'est emparé de tout temps de l'instruction publique, est entièrement opposé aux progrès des lumières et de la raison, que tout favorise dans les pays protestants » (7). Et le souverain, s'il est

(1) « Lettres à Sophie Volland » - (Babelon, éd.) - T. I, p. 228

(2) « Lettres à Sophie Volland » (Edit. Babelon), T. I, p. 229.

(3) « Supplément au Voyage de Bougainville », A.T. T.2, p. 201

(4) « Diderot et Catherine II », p. 302.

(5) Ibid., p. 305.

(6) Ibid., p. 312.

(7) « Essai sur les études en Russie », tome III, p. 415.

catholique, risque de ne pas oser s'opposer aux entreprises des prêtres. Par une « prérogative extraordinaire », la confession ne met-elle pas le monarque sous la domination directe des prêtres ? Le prêtre peut tout oser « lorsqu'il voit à ses pieds le monarque humilié confesser ses défauts, implorer sa médiation, accepter l'expiation qu'il lui plaît de prescrire » (1).

Qu'on ne dise pas que la religion est utile pour le peuple ! Elle ne peut guère convenir qu'à quelques « hommes mélancoliques ». Qu'on ne dise pas que la religion rend honnête ! « Il est vrai que la religion fait restituer un écu, mais elle fait poignarder Henri IV » (2). Qu'on ne dise pas que la religion est au moins utile au souverain pour manier l'opinion publique ! Ce ne serait qu'ajouter un mal à un autre : « Faire parler le prêtre dans l'occasion où il est à propos de rendre le ciel responsable de l'événement, ce moyen assez sûr suppose toujours un peuple superstitieux ; il vaudrait bien mieux le guérir de sa superstition et ne pas le tromper » (3).

La haine que porte Diderot au clergé régulier est peut-être encore plus vive que celle qu'il nourrit pour le clergé séculier. Il n'a pas de termes assez vifs pour flétrir moines et « moineseries ». Dans les « temps d'ignorance », les moines sortaient « des ténèbres de leur cloître pour gouverner et bouleverser les Etats » (4). De nos jours, « cette classe d'homme est devenue encore plus vile... Elle n'est plus composée que de gens de la lie du peuple, qui aiment mieux vivre lâchement aux dépens de la charité publique, que de gagner honnêtement leur vie dans un atelier ou derrière une charrue » (5). Nous avons vu précédemment de quelle manière Diderot fustigeait les Jésuites du Paraguay. Il n'est guère plus tendre pour les Jésuites d'Europe et de France. Il les qualifie de « troupe de religieux assassins » (6). Il leur reproche l'« attentat parricide » de Damien, l'assassinat du roi de Portugal en 1758, l'affaire de la Valette, et, cela pour les faits strictement contemporains. Lors de l'expulsion de France en 1762, il écrit à Sophie Volland : « Ils troublent l'Eglise et l'Etat; soumis au despotisme les plus outrés dans leurs maisons, ils en étaient les prôneurs les plus abjects dans la société; ils prêchaient au peuple la soumission aveugle aux rois, l'infaillibilité du pape, afin que, maîtres d'un seul, ils fussent maîtres de tous » (7). Dans la même lettre, il ajoute : « Cette boutique des Jésuites contenait toutes sortes de denrées, bonnes, mauvaises, mais elle était bien fournie; ceux qui la tenaient étaient de grands charlatans; ils amassaient autour d'eux beaucoup d'argent et la barque de saint Pierre voguait. »

Le fond de la pensée de Diderot, c'est qu'il ne faudrait ni prêtres ni dieux ». Mais si la religion doit subsister, car elle est peut-

(1) « Lettres à Sophie Volland » - (Edition Babelon), t. I., p. 229.

(2) « Réfutation de l'ouvrage d'Helvétius », A.T. T.2, p. 425.

(3) « Principes de Politique des Souverains », A.T. T.2, p. 470.

(4) « Introduction aux Grands Principes », A.T. T.2, p. 99.

(5) Ibid.

(6) « Encyclopédie » (Art. Jésuites) - A.T. T.16, p. 281.

(7) « Lettres à Sophie Volland » - (Babelon, éd., t. II, p. 119).

être utile, après tout, aux « hommes mélancoliques » et aux fous, comment faire pour qu'au moins elle ne soit pas trop nuisible à l'ensemble de la nation ? De quelle manière procéder pour « ruiner la puissance des prêtres » ? Pas de moyens plus sûr, semble-t-il à Diderot, que de les appauvrir : « Appauvris, bientôt ils seront avilis et qui est-ce qui voudra entrer dans un état où il n'y aura ni honneur à acquérir, ni fortune à faire ? » (1). Mais faut-il les exproprier ? Non pas. Parce que leurs privilèges sont leurs biens « comme votre couronne est à vous — dit-il au prince imaginaire auquel il s'adresse dans son « Discours d'un philosophe à un roi », — parce qu'il n'y aurait plus rien de fixe autour de vous, que vous ébranleriez les fondements de la propriété sans laquelle il n'y a plus ni rois, ni sujets; il n'y a qu'un tyran et des esclaves » (2). Que le souverain se contente de supprimer ces pensions scandaleuses de 500.000, 300.000, 150.000 livres de rente qu'il alloue aux représentants du haut clergé. « Je ne crois pas me tromper quand j'avance que j'en trouverai de plus honnêtes, de plus miséricordieux et de plus éclairés à meilleur marché. Je ne dépouillerai personne de son vivant, mais à mesure qu'un évêque décéderait, je réduirais son évêché à une très juste mesure. Quant à vos prieurés, abbayes et autres bénéfices qui ne servent qu'à nourrir les vices d'un certain nombre de jeunes fainéants, je les supprimerais » (3). Quant aux moines, « je n'aurais plus de moines et je serais l'héritier de leurs biens à mesure qu'ils décèderaient. Et toutes ces moineseries sont fort riches » (4). Le roi devrait en outre obliger l'Eglise à lui faire des dons importants. Pour les faire, elle serait obligée d'emprunter et, plus tard, pour rembourser, de vendre ses biens. Mais elle objecterait : « Nous sommes des mineurs et nous ne pouvons pas vendre. Comment ! vous êtes majeurs pour emprunter et mineurs pour vendre ! Vous vous moquez ! » (5). Et l'Eglise serait obligée de liquider ses biens. Quant aux rapports que le roi peut avoir avec le Pape, il faut faire en sorte qu'ils cessent d'être rémunérateurs pour ce dernier. « Oh ! pour cela — et c'est là un des moyens qu'il préconise pour rétablir l'ordre dans les finances françaises — il y a assez et trop longtemps que je serais le tributaire de la Cour de Rome, pour cesser de l'être. Ou Sa Sainteté me donnerait ses dispenses et autres fadaïses pour rien, ou je m'en passerais, ou je m'en pourvoierais chez moi » (6).

Une fois le clergé dépouillé de ses biens, comment subsistera-t-il ? Le prince, répond Diderot, devra le « stipendier » et, entendons-nous, le stipendier chichement. Une fois dans la dépendance économique du roi, le prêtre sera « pusillanime », il n'aura plus de courage, il n'osera plus rien de hardi. Ainsi, la « superstition régnaute » sera abattue et cet idéal atteint, que Diderot propose à

(1) « Lettres à Sophie Volland » - (Babelon, éd.), p. 120.

(2) « Discours d'un philosophe à un roi », A.T. T.4, p. 33.

(3) « Diderot et Catherine II », p. 233.

(4) Ibid., p. 232.

(5) Ibid., p. 233.

Catherine II: « Il faut que le souverain tienne le prêtre dans une de ses manches et l'homme de lettres, mais surtout le poète dramatique, dans l'autre. Ce sont deux prédicateurs que doivent être sous ses ordres » (1).

Que faut-il penser de toute cette critique élaborée par Diderot ? Certes, on y trouve beaucoup d'outrances, beaucoup de ces simplifications nécessaires à la polémique. On y trouve aussi, incontestablement, une de ces contradictions apparentes, très nombreuses chez Diderot. Diderot, qui écrit qu'« il ne faut ni dieux ni prêtres » conseille par ailleurs au souverain de mettre le prêtre « dans sa manche », c'est-à-dire d'intégrer le clergé à l'Etat. Cependant l'opposition des deux propositions n'est que formelle. Diderot est un penseur qui ne recule devant aucune des perspectives révolutionnaires, si audacieuses soient-elles, qui peuvent s'ouvrir devant un penseur de son temps. Mais à ces perspectives lointaines, il joint toujours un plan de réformes immédiates. Il comprend parfaitement qu'étant donné la structure politique de l'ancienne France, il ne peut être encore sérieusement question de raser l'édifice imposant de l'Eglise Catholique. Il cherche simplement à rendre le clergé appauvri, assez souple pour qu'il ne puisse constituer un obstacle sérieux au progrès des « lumières ». Cette double tâche d'appauvrissement et de domestication sera respectivement réalisée par la Révolution et par Bonaparte. Ainsi la pensée antireligieuse de Diderot n'aura pas tardé à passer dans les faits. Et l'on peut ajouter que son athéisme intégral, qui attaque les institutions aussi bien que les dogmes, est une des sources de la position des socialistes marxistes, à l'égard de la question religieuse.

(1) « Diderot et Catherine II », p. 300.

LES IDÉES POLITIQUES
DE DIDEROT

DIDEROT ET LA POLITIQUE

« Une guerre interminable, c'est celle
qui oppose un peuple qui veut être
libre, à un roi qui veut commander. »

Denis Diderot.

« Imposez-moi silence sur la religion et sur le gouvernement et je n'aurai plus rien à dire. » Ces lignes, tirées de la *Promenade du Sceptique*, témoignent à quel point Diderot s'intéresse aux choses de la politique, quelle valeur il leur attribue. C'est à la politique qu'aboutit toute sa pensée. La métaphysique n'est nullement son fait. Il ne s'intéresse pas à un homme abstrait, à une créature de chimère, mais bien à l'artisan, au paysan, au bourgeois, à l'aristocrate, qu'il voit, chaque jour, avec lesquels il parle. Dès lors, son esprit toujours en éveil peut-il se désintéresser des règles de gouvernement qui régissent les hommes, ces hommes dont le bonheur lui est si cher ? Non. Diderot n'est pas de ces esprits « supérieurs » qui « ne font pas de politique », qui ne font, plus exactement, que prendre une position confortable, en face des malheurs de l'humanité. Diderot connaît sûrement l'influence d'une loi, d'une coutume, d'une technique, sur un homme, sur une classe. Et cette certitude n'existe pas chez lui *a priori*. Elle est le fait de toute l'expérience de sa vie, de toute sa méthode d'analyse des faits, le matérialisme. C'est avec justesse que l'écrivain soviétique Luppol note que la pensée de Diderot « progresse toujours dans la même direction, en allant de plus en plus vers la gauche » (1), et que cette progression à gauche s'accompagne d'un perfectionnement de sa théorie matérialiste sous l'influence de la vie. « Si nous suivons de près — écrit Luppol — les événements économiques et politiques de la France pendant cette période, nous verrons le chemin parcouru par Diderot, théoricien, se confondre avec l'évolution du Tiers-Etat... Diderot, qui évolue à l'avant-garde du Tiers-Etat, reçoit ses impulsions de la réalité où il baigne, y puise ses forces et justifie les aspirations, les attentes de la masse, s'enthousiasme et communique aux autres son ardeur » (2). Ainsi la vision du monde extérieur parachève la méthode d'analyse qui, par la suite, clarifiera la vision.

Lorsque nous verrons les résultats donnés par cette vision claire et cette méthode précise, nous espérons que notre examen montrera combien est injuste le grief d'inintelligence de la politique, formulé par M. Daniel Mornet à l'égard de Diderot. Mais avant même d'en venir à l'étude de la position prise par Diderot sur les problèmes de la politique contemporaine, nous croyons utile d'exposer trois théories, qui dominent l'ensemble de sa conception politique et reviennent sans cesse dans son argumentation : théorie de l'origine de la société, théorie du droit naturel, théorie de l'autorité. Ces trois théories étroitement liées entre elles forment une construction plutôt spéculative, que basée sur l'observation objective des faits. Ce sont les théories « officielles » du non-conformisme, celles qu'on peut professer sans trop de danger. Elles ont surtout, pour Diderot, une valeur de propagande et de vulgarisation. En réalité, elles n'ont qu'un but : abattre l'absolutisme, légitimer la liberté.

(1) Luppol : « Diderot », p. 113.

(2) Luppol : « Diderot », pp. 113-114.

Au dix-huitième siècle, la doctrine traditionnelle attribuait l'origine des sociétés à la volonté du Créateur. Dieu pourvoyant à la création des sociétés devait nécessairement pourvoir à leur gouvernement, d'où le principe de la souveraineté de droit divin. Le roi de France, au dix-huitième siècle, est le représentant de Dieu sur la terre. Il tient de Dieu tout son pouvoir et c'est à Dieu seul qu'il doit rendre des comptes.

On trouve encore dans l'*Encyclopédie* l'expression de cette théorie. Mais, à ses côtés, on relève également quatre thèses qui, toutes, donneront de l'origine des sociétés une explication naturelle.

La première, celle de Boucher d'Argis, rattache la société à l'extension du groupe familial. La seconde, professée par Jaucourt, explique la fondation des sociétés par un instinct naturel de sociabilité. La troisième voit dans le jeu de l'intérêt personnel l'origine du groupe social. C'est celle de d'Alembert. La quatrième enfin trouve dans le « Contrat » la clef du problème. Rousseau est son principal défenseur.

Diderot, pour sa part, emprunte, tout en apportant une contribution personnelle remarquable à cette question, aux théories de d'Alembert et de Rousseau. Dans les explications qu'il apporte se mêlent des constructions de pure logique et des remarques empreintes d'une réflexion plus objective. Lui-même est-il persuadé de la vérité de toutes ses explications ? Croit-il vraiment à l'existence d'un état d'isolement qu'aurait primitivement connu l'homme ? Vraisemblablement pas. En vérité, il semble qu'il y ait chez lui bien moins le souci d'apporter une explication scientifique à la question, que celui de limiter le domaine du pouvoir royal, par une thèse qui ôte tout caractère divin à l'origine des sociétés et à leur gouvernement. « Dans le soi-disant état de nature — écrit Diderot — les hommes étaient épars sur la surface de la terre comme une infinité de petits ressorts isolés. Il arrivait de temps en temps à quelques-uns d ces petits ressorts de se rencontrer, de se presser fortement et de se briser. Les législateurs, témoins de ces accidents, y ont cherché un remède, et quel est celui qu'ils ont imaginé ? De rapprocher les petits ressorts et d'en composer une belle machine qu'ils ont appelée société » (1).

L'explication est d'un schématisme bien grossier. Quels sont ces « législateurs » qui constatent ces accidents ? Peut-on concevoir des législateurs antérieurs à une société ? Diderot aurait sans doute été bien en peine de nous le dire. D'ailleurs, il parle du « soi-disant état de nature », ce qui prouve bien qu'il n'attache pas une importance scientifique exagérée à son hypothèse. Mais, par la suite, dans le même morceau que nous venons de citer, Diderot émet une hypothèse beaucoup plus sérieuse. La théorie de l'hostilité fondamentale entre l'homme et la nature est acceptée par de nombreux savants et philosophes modernes (Freud, par exemple). Or l'on peut voir

(1) « Diderot et Catherine II », p. 268.

que déjà Diderot semble la concevoir : « Si l'homme trouve en naissant un ennemi et un ennemi redoutable, si cet ennemi est infatigable et s'il est sans cesse poursuivi, s'il ne peut se permettre quelque supériorité que par des forces réunies, il a dû être porté de très bonne heure à cette réunion de forces. Cet ennemi, c'est la nature et la lutte de l'homme contre la nature est le premier principe de la société » (1).

La société constitue donc pour l'homme une nécessité : « Les hommes sont faits pour vivre en société... Telle est, en effet, la nature et la constitution de l'homme, que hors la société il ne saurait ni conserver sa vie, ni développer et perfectionner ses facultés et ses talents, ni ne procurer un vrai et solide bonheur » (2). La société, fondée sur les relations qu'ont ensemble tous les hommes « en conséquence de leur nature et leur état, « implique l'existence de chefs, pour certaines fonctions. Pour ces chefs, il est important de bien savoir que « l'égalité entre les hommes est un principe que nous ne devons jamais perdre de vue » (3). En effet, « si le bien public demande que les inférieurs obéissent, le même bien public veut que les supérieurs conservent les droits de ceux qui leur sont soumis et ne les gouvernent que pour les rendre plus heureux. Tout supérieur ne l'est point pour lui-même, mais uniquement pour les autres... » (4).

Nous retrouverons toutes ces idées, plus amplement développées dans la théorie de l'autorité. Mais il nous faut noter, préalablement, que Diderot n'a pas une conception figée de la société. A côté des avantages de l'état social, les inconvénients, qui n'en seront peut-être pas toujours le pendant, lui apparaissent nettement. L'état social est un état nécessaire, mais ce n'est pas un état de paix : « Dans la belle machine société, les petits ressorts, animés d'une infinité d'intérêts divers et opposés, ont agi et réagi les uns contre les autres de toutes leurs forces et... il en est résulté un véritable état de guerre continue, où tous les petits ressorts affaiblis et fatigués n'ont cessé de crier, et où il s'en est plus brisé en un an qu'il ne s'en serait brisé en dix ans dans l'état primitif isolé, où le ressentiment d'un choc était l'unique loi » (5). Cela ne veut pas dire d'ailleurs qu'il faille abandonner l'état social et Diderot résume lui-même son opinion, dans une formule éminemment dialectique : « L'homme isolé n'avait qu'un adversaire, la nature. L'homme réuni en a deux, l'homme et la nature. L'homme réuni en a donc un motif d'autant plus urgent de se serrer » (6). La société ne vaincra ses contradictions qu'en les surpassant. Et c'est pour cela que Diderot est révolutionnaire.

(1) « Diderot et Catherine II », p. 270.

(2) « Art. Société - Encyclopédie », A.T. T.17, p. 130.

(3) « Art. Société - Encycl. », A.T. T.17, p. 134.

(4) Ibid., p. 136.

(5) « Diderot et Catherine II », p. 268.

(6) Ibid., p. 271.

Il n'est pas de société sans droit, c'est-à-dire sans règle qui régie les rapports publics et privés entre les hommes. La société ayant pour Diderot une origine humaine, le droit qui la régit a également un caractère humain. Diderot a toujours combattu la suprématie d'une prétendue loi religieuse sur la civile. Il s'acharne à démontrer au souverain qu'admettre une telle supériorité serait en fait s'incliner devant le prêtre et laisser le pouvoir à sa disposition. Diderot parle ici en avocat impérieux. En fait, il n'a guère souci de l'autorité royale qu'il ne cherche qu'à amoindrir. Mais il pense qu'il faut plus encore se méfier du prêtre de qui, à son sens, rien de bon ne peut jamais venir.

Ce qui montre bien le peu de prévenance dont fait preuve, en réalité Diderot à l'égard de l'autorité du souverain, c'est qu'à la loi civile, il ne manque pas d'opposer, à l'occasion, la loi naturelle à laquelle il attribue la prééminence. Au XVIII^e siècle, les théories du Droit Naturel, antérieurement professées par les Hollandais Grotius et Pufendorf, étaient généralement admises par tout le clan philosophique. Diderot leur est également attaché. Mais, répétons-le, s'il attribue au droit naturel un caractère inné, il lui dénie tout caractère divin. En outre, ce droit naturel n'est pas, selon lui, immuable dans ses applications, s'il l'est dans ses principes. Donc, les lois peuvent varier selon les pays et selon les époques tout en étant conformes aux principes du droit naturel. Ainsi, « quelquefois le législateur voit la constitution de l'Etat se dissoudre et le génie des peuples s'éteindre, parce que le législateur n'avait qu'un objet et que cet objet venant à changer, les mœurs d'abord et bientôt les lois n'ont pu rester les mêmes » (1). On le voit, cette conception du Droit Naturel tranche quelque peu avec celle de l'époque et se rapproche sensiblement de la conception des partisans modernes de cette théorie.

« La loi naturelle — écrit Diderot — est l'ordre éternel et immuable qui doit servir de règle à nos actions... Elle est écrite dans nos cœurs en caractères si beaux, avec des expressions si fortes et des traits si lumineux, qu'il n'est pas possible de la méconnaître » (2). Ce droit naturel s'impose avec une telle puissance, qu'il y a toute une sorte de lois « d'une équité, d'une générosité absolue » qu'il marque à jamais. Mais à côté de ces lois, il en existe « d'autres bizarres, qui ne doivent leur sanction qu'à l'aveuglement ou à la nécessité des circonstances. Celles-ci ne couvrent le coupable qui les enfreint que d'une ignominie passagère, ignominie que le temps reverse sur les juges et sur les nations, pour y rester à jamais » (3).

Dès lors une question se pose : en attendant que le temps détruise ces lois ignominieuses, quelle doit être l'attitude du citoyen

(1) Art. Législateur « Encyclopédie », A.T. T.15, p. 429.

(2) Art. Loi Naturelle, A.T. T.16, pp. 1 et 3.

(3) « Neveu de Rameau » - (Edit. Gen., t. II, p. 1).

à leur égard ? Ici la pensée de Diderot a subi une évolution. Dans le *Supplément au voyage de Bougainville*, écrit en 1772, œuvre cependant extrêmement audacieuse, Diderot se prononce pour la soumission aux lois injustes. « Nous parlerons contre les lois insensées jusqu'à ce qu'on les réforme, et, en attendant, nous nous y soumettrons. Celui qui, de son autorité privée, enfreint une mauvaise loi, autorise tout autre à enfreindre les bonnes » (1). C'est à la même solution que se tient encore Diderot, lorsqu'il écrit pendant son séjour en Russie : « La loi qui prescrit à l'homme quelque chose de contraire à son bonheur est une fausse loi et il est impossible qu'elle dure. Cependant, il faut s'y conformer aussi longtemps qu'elle dure » (2). Une souveraine n'admettrait peut-être pas facilement que ses sujets puissent décider eux-mêmes s'ils doivent ou non se soumettre aux lois. Aussi ces lignes de Diderot, qui sont destinées à Catherine II, s'expliquent peut-être un peu par une certaine prudence. En tout cas, dans l'*Entretien d'un père avec ses enfants*, ouvrage dans lequel Diderot s'exprime sans détours, nous nous trouvons en face d'une opinion radicalement différente.

L'entretien roule sur le sujet suivant : le père de Diderot, chargé de liquider la succession d'un curé, a-t-il eu tort de ne pas brûler un vieux testament, auquel le défunt n'attribuait vraisemblablement plus aucune valeur et qui déshéritait de pauvres parents au profit d'autres parents très aisés ? Le père de Diderot explique qu'il a jugé sage de s'incliner devant la loi et tente de justifier son acte. Il ne réussit pas à convaincre son fils qui réplique : « Je pense, moi, que si vous avez jamais fait une mauvaise action dans votre vie, c'est celle-là » (3). Et Diderot d'ajouter : « J'aurais brûlé cet acte d'iniquité. Il fallait le brûler, vous dis-je, il fallait écouter votre cœur qui n'a cessé de réclamer depuis et qui en savait plus que votre imbécile Bouin (a), dont la décision ne prouve que l'autorité redoutable des opinions religieuses sur les têtes les mieux organisées et l'influence pernicieuse des lois injustes, des faux principes, sur le bon sens et l'équité naturelle » (4). « Tu aurais préféré ta raison à la raison publique », rétorque le père. Mais à cela Diderot avait déjà répondu au cours de la discussion : « La nature a fait les bonnes lois de toute éternité ; c'est une force légitime qui en assure l'exécution et cette force, qui peut tout contre le méchant, ne peut rien contre l'homme de bien. Je suis cet homme de bien et, dans ces circonstances et beaucoup d'autres que je vous détaillerais, je la cite au tribunal de mon cœur, de ma raison, de ma conscience, au tribunal de l'équité naturelle, je l'interroge, je m'y sou mets, je l'annule (5). Dangereux principes ! avait dit le père. « Je ne le prêcherai pas — concède Diderot — il y a des vérités qui ne sont

(1) « Supplément au Voyage de Bougainville », A.T. T.2, p. 249.

(2) « Diderot et Catherine II », p. 320.

(3) « Entretien d'un père avec ses enfants » - (Edit. Gen., A. T.1, p. 331). p. 331).

(4) Ibid., p. 334.

(5) Ibid., p. 332.

(a) Oratorien qui avait conseillé la soumission à la loi.

L'entretien se termine par un échange de vues sur une question pas faites pour les fous; mais je les garderai pour moi ». Mais n'est-ce pas faire le prêcheur que d'aligner ces vérités noir sur blanc ? encore plus brûlante. Il ne s'agit plus seulement de ne pas se soumettre aux lois contraires au droit naturel. Le problème maintenant est le suivant : peut-on se faire soi-même législateur et juge dans un pays où les lois sont « non seulement sans rigueur, mais sans exercice ? » Et, pour concrétiser la question, que faut-il penser de ce cordonnier de Messine qui, souffrant de voir sa cité livrée au désordre par suite de l'incurie du vice-roi, fit de sa boutique une cour de justice, jugea les criminels et exécuta ses arrêts à coups d'arquebuse ? Le frère de Diderot, qui participe au débat, estime « qu'avec tout son beau zèle pour la justice, cet homme n'était qu'un meurtrier » (1). Quant à Diderot, il prétend qu'il condamnerait « le vice-roi à prendre la place du savetier et le savetier à prendre la place du vice-roi » (2), donnant ainsi au cordonnier sa plus complète approbation.

Ici, la prééminence de la loi naturelle sur la loi civile est portée à ses plus extrêmes conséquences. Il ne s'agit plus seulement d'esquiver la loi contraire au droit naturel, mais de se rebeller contre elle. On voit tout de suite la portée révolutionnaire d'une théorie de ce genre. Elle apparaît encore plus clairement lorsqu'on voit que Diderot confie au « genre humain » le soin de déterminer cette loi suprême de justice devant laquelle les lois civiles doivent s'incliner : « C'est à lui seul de décider, parce que le bien de tous est la seule passion qu'il ait. Les volontés particulières sont suspectes, elles peuvent être bonnes ou méchantes, mais la volonté générale est toujours bonne; elle n'a jamais trompé, elle ne trompera jamais » (3). Et « puisque des deux volontés, l'une générale et l'autre particulière, la volonté générale n'erre jamais, il n'est pas difficile de voir à laquelle il faudrait, pour le bonheur du genre humain, que la puissance législative appartint » (4). C'est là une façon détournée de réclamer un régime parlementaire.

Ainsi sous cette idéologie, apparemment confuse, du Droit Naturel, se cache une volonté très précise de réduire et même d'abattre l'absolutisme monarchique. « L'essence du droit naturel, a écrit un marxiste russe, réside dans la reconnaissance de normes juridiques éternelles et invariables, qui trouvent aux différentes époques et chez les différents peuples des expressions plus ou moins restreintes et déformées. Le droit naturel de l'histoire moderne, tel que l'a produit le moyen-âge, comportait avant tout une protestation contre les privilèges des castes, contre les abus sanctionnés par la législation du despotisme et contre d'autres produits « artificiels » du droit positif féodal. Les idéologues du Tiers-Etat encore trop faible, exprimaient ses intérêts de classe au moyen de quelques normes idéales qui

(1) « Entretien d'un père avec ses enfants » - (Edit. Gen., T. 1, p. 341).

(2) Ibid., p. 341.

(3) Art. Droit Naturel « Encyclopédie », A.T. F. 14, p. 297.

(4) Ibid., p. 300.

devaient devenir par la suite l'enseignement de la démocratie et acquérir en même temps un caractère individualiste. La personnalité est une fin en soi ; les hommes ont tous le droit d'exprimer leur pensée par la parole et l'écrit ; tout homme a un droit de suffrage égal à celui des autres. Emblèmes de combat contre le féodalisme, les revendications de la démocratie avaient un caractère progressif » (1).

La théorie du Droit Naturel chez Diderot n'est-elle pas la confirmation éclatante de cette appréciation de Léon Trotsky ?

L'homme né naturellement libre, une société fondée sur un pacte librement consenti, une loi civile qui doit s'incliner devant une loi naturelle déterminée par la volonté du « genre humain », voilà autant de postulats qui doivent amener Diderot à une conception limitative de l'autorité du souverain, du roi. Poser, en effet, au XVIII^e siècle, en France, le problème de l'autorité politique, c'est poser pratiquement le problème de l'autorité royale.

Pour bien juger l'attitude de Diderot sur ce sujet, ne perdons pas de vue un seul instant que notre auteur se trouve lorsqu'il écrit, et particulièrement lorsqu'il écrit pour l'*Encyclopédie*, en face d'un pouvoir royal absolu. Rappelons-nous qu'il a eu à en connaître les rigueurs. Diderot a été incarcéré à Vincennes, de juillet à novembre 1749. Et bien que certains historiens aient tendance, de nos jours, à considérer ces arrestations d'écrivains, avec une sérénité qu'ils prétendent objective, nous estimons que cinq mois passés dans les prisons de la royauté, la menace toujours pendante d'une arrestation nouvelle, constituent des obstacles sérieux à la libre expression d'une pensée sincère. Faut-il évoquer encore le combat incessant que fut pour Diderot, la publication de l'*Encyclopédie* ? En février 1752, l'*Encyclopédie* est suspendue pour la première fois. Puis, dans la même année, on permet à Diderot de continuer son entreprise. Mais, dans quelle atmosphère ! Il faut subir les attaques empoisonnées de Fréron, de Palissot, de Moreau, des Jésuites. En janvier 1759, l'*Encyclopédie* est suspendue pour la seconde fois et n'échappe que de justesse à la lacération de la main du bourreau. En février 1759, le Pape condamne l'ouvrage. En 1764, le libraire Le Breton, effrayé par certaines audaces, n'hésite pas à falsifier les épreuves de l'*Encyclopédie*, falsification qui lui vaudra une lettre de Diderot, affirmation admirable de la dignité de la pensée.

Aussi, nous tenons bien compte des prudences nécessaires prises par Diderot pour rédiger des textes publiés comme ceux de l'*Encyclopédie*, savoir distinguer ce que sa pensée peut avoir d'exotérique et apprécier à leur juste valeur, qui est considérable, les audaces qu'il prend en face des censeurs royaux, quitte à détourner leur attention par des concessions apparentes.

(1) L. Trotsky : « Défense du terrorisme » - (Edit. N.R.C., p. 59).

La conclusion de l'article « Autorité », rédigé par Diderot pour l'*Encyclopédie*, est bien une de ces concessions. Lorsque Diderot recommande aux sujets d'un prince « si jamais il leur arrivait d'avoir un roi injuste, ambitieux et insolent, de n'opposer au malheur qu'un seul remède, celui de l'apaiser par leur soumission et de fléchir Dieu par leurs prières » (1), c'est là un conseil que ne désavouerait pas Bossuet, qui s'est d'ailleurs exprimé en des termes à peu près identiques. Cependant, si on reprend l'article depuis son début, on s'aperçoit qu'il est loin d'être aussi anodin que sa conclusion pourrait le laisser supposer.

Diderot pose tout d'abord ce principe : « Aucun homme n'a reçu de la nature le droit de commander aux autres » (2). L'homme est donc naturellement libre aussitôt qu'il jouit de raison. « Si la nature a établi quelque autorité, c'est la puissance paternelle » (3), mais elle-même a ses bornes. Toute autre autorité a pour origine ou la force et la violence; ou le consentement, le contrat. « La puissance qui s'acquiert par la violence n'est qu'une usurpation » (4). Seule la force la maintient. Lorsque la force disparaît « la même loi qui a fait l'autorité la défait alors ! C'est la loi du plus fort » (5).

L'autorité venue du consentement des peuples, cette autorité contractuelle, qui n'a rien à voir avec le Droit Divin, est nécessairement conditionnelle. Pourquoi ? Diderot va en donner une raison, qui n'est peut-être pas tout à fait selon son cœur, mais à laquelle la prudence l'incite à recourir. Ne pouvant attaquer de front le trône et l'autel, il va opposer l'autel au trône. « L'homme — écrit-il — ne doit ni ne peut se donner entièrement et sans réserve à un autre homme, parce qu'il a un maître supérieur, au-dessus de tout, à qui seul il appartient tout entier. C'est Dieu » (6). Dieu n'admet la subordination qu'avec raison et qu'avec mesure. « Toute autre soumission est le véritable crime d'idolâtrie » (7). « La vraie et légitime puissance a des bornes » (8). Et comme l'absolutisme royal pourrait prendre ombrage de cette doctrine, Diderot a hâte d'ajouter qu'elle n'a rien qui lui soit personnel. « C'est la tradition de l'Écriture : *sit rationabile obsequium vestrum*. Toute puissance n'est de Dieu qu'autant qu'elle est juste et réglée », comme le dit saint Paul (9), ajoute Diderot qui sait, au besoin, citer les Évangiles.

Ce sont là, à l'état embryonnaire, les arguments classiques de la démocratie chrétienne, ceux sous la pression desquels la formule de l'absolutisme : *Omnes potestas a deo* se transformera en *Omnes potestas a deo per populum*. Si nous n'oublions pas qu'au siècle de

(1) Art. Autorité, A.T. T.13, p. 396.

(2) Art. Autorité, A.T. T.13, p. 392.

(3) Ibid.

(4) Ibid.

(5) Ibid.

(6) Ibid., p. 393.

(7) Ibid.

(8) Ibid.

(9) Ibid., p. 394.

Louis XV, ces arguments dégagent un fort parfum d'hérésie, nous pouvons voir que l'article « Autorité » n'est pas si conformiste dans son contenu que dans sa conclusion. Il se termine par bien des formules de soumission à la Bossuet, mais malgré tout, par son esprit, n'est-il pas plus proche de Jurieu que de Bossuet, plus proche du théologien protestant et démocrate, de l'auteur des *Lettres Pastorales* que du défenseur intransigeant de la monarchie de Droit Divin ?

Le principe de l'autorité limitée et contrôlée a encore été affirmé maintes fois par Diderot. Dans l'article « Fondation », écrit également pour l'*Encyclopédie*, Diderot donne en quelques lignes un résumé tout à fait précis de ce que sera la théorie révolutionnaire des Droits de l'Homme, barrière devant laquelle doivent s'arrêter l'autorité du souverain et celle de l'Etat. « Les citoyens ont des droits et des droits sacrés, pour le corps même de la société. Ils existent indépendamment d'elle. Ils en sont les éléments nécessaires et ils n'y rentrent que pour se mettre, avec tous leurs droits, sous la protection de ces mêmes lois auxquelles ils sacrifient leur liberté » (1).

Ici ce sont les Droits de l'Homme qui constituent la limite de l'autorité sociale. Mais cette limite est déterminée. Et Diderot, assoiffé de liberté, ne peut tolérer une frontière aussi précise, qui lui semble laisser encore la part trop belle à l'autorité. « Il est certain — écrit-il à Sophie Volland — que toute puissance qui n'est pas dirigée au bonheur général est illégitime » (2). Il ne s'agit plus de droits, mais de bonheur. Le domaine de l'autorité devient de plus en plus restreint. A la détermination exacte du droit est substitué le critère incertain du bonheur. Dans de telles conditions, il ne reste plus grand'chose de la belle théorie du contrat, du pacte social, du si pratique argument de propagande, auquel Diderot fait fréquemment appel. Diderot en fera lui-même l'aveu dans les *Eleuthéromanes*. D'ailleurs, le pacte même, s'il a été vraiment signé, n'engage pas à grand'chose: « Jamais un homme n'a pu permettre par un pacte ou un serment à un autre homme, quel qu'il soit, d'user et d'abuser de lui. S'il a consenti ce pacte ou fait ce serment, c'est dans un accès d'ignorance ou de folie et il en est relevé au moment où il reconnaît ou revient à sa raison » (3).

Il y a, dans ces quelques phrases, la justification d'une insurrection permanente de l'homme contre toute autorité. Aussi, constatant la progression implacablement logique de la pensée de Diderot, sur ce problème de l'autorité, nous sommes obligés d'attribuer une valeur tout à fait sérieuse à ce poème des *Eleuthéromanes*, dans lequel la critique ne veut guère voir qu'un jeu étincelant de l'esprit. On argue le plus souvent des circonstances dans lesquelles les *Eleuthéromanes* furent écrits, pour ne pas les considérer comme autre

(1) Art. Fondation « Encyclopédie », A.T. T. 14, p. 21.

(2) « Lettres à S. Volland » - (Babelon, éd., t. II, p. 311).

(3) « Fragments échappés au portefeuille d'un philosophe », A.T. T. 6, p. 450.

chose qu'un exercice littéraire. Peu importe, à notre sens, que Diderot ait écrit ces vers à la suite de son couronnement lors de la fête de l'Épiphanie. M. Lanson le signale justement, souvent Diderot « a besoin qu'un choc du dehors mette en mouvement les tourbillons de sa pensée, il ne peut donner lui-même la chiquenaude. Mais, vienne la chiquenaude, voilà tout en houle : la machine siffle, craque, craque; on est stupéfait de la disproportion de son action vertigineuse et de son infernal tapage, avec le simple geste qui leur a donné naissance... Je ne sais s'il n'a jamais rien fait qui soit à l'occasion de quelque chose et comme une immense réaction de son être contre une impression extérieure » (1).

Que Diderot ait été « roi de la fève », voilà en quoi a consisté la « chiquenaude ».

D'ailleurs, considérons le texte en lui-même. Les quelques petites œuvres laissées par Diderot ne nous permettent pas de voir en lui un poète ayant du souffle, de la chaleur, le sens du rythme. Pourtant, souffle, chaleur, rythme, nous trouvons tout cela dans les *Eleuthéromanes*. La sincérité brûlante de la pensée, donne des ailes au poète, et il faut convenir que, dans les meilleurs passages, le morceau a belle allure.

La forme en elle-même est une garantie de la sincérité du fond. Mais la pensée serait-elle pauvrement exprimée, il n'en resterait pas moins vrai qu'elle demeure dans la ligne générale de l'œuvre de Diderot.

« La nature n'a fait ni serviteur ni maître », trouvons-nous dans les *Eleuthéromanes*. Mais dans l'article « Autorité », si prudent, n'est-il pas écrit : « Aucun homme n'a reçu de la nature le droit de commander aux autres » ?

Les *Eleuthéromanes* bousculent, en quelques vers, la théorie du pacte :

Répondez, souverains, qui l'a dicté ce pacte,
Qui l'a signé, qui l'a souscrit ?
Dans quels bois, dans quel antre en a-t-on dressé l'acte ?
Par quelles mains fut-il écrit ?
L'a-t-on gravé sur la pierre ou l'écorce ?
Qui le maintient ? La justice ou la force ?
De droit, de fait, il est proscrit.

Mais, n'avons-nous pas vu Diderot envisager une toute autre hypothèse que celle du pacte, pour expliquer l'origine de la société ? Ne l'avons-nous pas vu donner à ce pacte, une portée de plus en plus réduite, le « proscrire » déjà « de fait » ?

Les *Eleuthéromanes* appellent d'un cri ardent l'affranchissement total de l'homme :

(1) Lanson : « Histoire de la Littérature française ».

L'enfant de la nature abhorre l'esclavage.
Implacable ennemi de toute autorité,
Il s'indigne du joug, la contrainte l'outrage;
Liberté, c'est son vœu; son cri, c'est liberté.
Au mépris des liens de la Société,
Il réclame en secret son antique apanage.
Des mœurs ou grimaces d'usage
Ont beau servir de voile à sa férocité,
Une hypocrite urbanité,
Les souplesses du tigre enchaîné dans sa cage
Ne trompent point l'œil du sage;
Et dans les murs de la cité
Il reconnaît l'homme sauvage,
S'agitant sous les fers dont il est garotté.

Mais toute l'œuvre de Diderot n'est-elle pas une défense de la liberté ? Diderot n'a-t-il pas salué avec enthousiasme la Révolution américaine ? Au delà même de cette révolution bourgeoise, n'a-t-il pas souhaité un monde encore meilleur, fait de beauté, affranchi de toute contrainte, cet « autre empire » que chante le poème des *Eleuthéromanes* ?

Les *Eleuthéromanes* sont du Diderot exalté peut-être, mais bien du Diderot authentique. Et les vers fameux :

Et ses mains ourdiraient les entrailles du prêtre,
Pour en faire un cordon pour le dernier des rois,

ne sont eux-mêmes que l'expression imagée de l'issue sanglante entrevue par Diderot à cette « guerre interminable » opposant le « peuple qui veut être libre au roi qui veut commander ». Car, si la théorie amenait Diderot à rejeter l'absolutisme, l'expérience de chaque jour lui démontrait que le régime portait sa condamnation en lui-même.

DIDEROT

ET LES

ÉVÉNEMENTS CONTEMPORAINS

Diderot a été le spectateur lucide de la décadence et de la décomposition de la monarchie française. Il est né en 1713. Il est mort en 1784. Beaucoup trop jeune pour avoir des souvenirs personnels sur la fin du règne de Louis XIV, la tradition orale lui a sans doute permis d'en recueillir les échos. Diderot a 18 ans quand prend fin la régence et quand Louis XV monte sur le trône. Il a 62 ans, quand Louis XVI devient roi et il vit assez vieux pour assister à la naissance et à la fin de la guerre de l'Indépendance américaine. On le voit, son siècle offre un champ d'observations incomparable à un esprit de sa qualité, ami de la paix et de la liberté; une mine inépuisable d'arguments, à cet ennemi juré de l'absolutisme.

Cependant Diderot ne se contente pas de prendre dans l'actualité, pour trouver matière à attaque contre l'autorité royale. Comme de nombreux écrivains du XVIII^e siècle, il cherche dans l'histoire du Droit Public français les arguments juridiques, qui pourraient justifier une limitation de l'absolutisme monarchique. Il serait sans grand intérêt de relever les inexactitudes nombreuses et éclatantes qui figurent dans le tableau dressé par Diderot, de l'évolution de notre Droit Public. Ce qui est plus important, c'est de signaler la volonté qu'on y trouve, de mettre en lumière les prétendues origines populaires de notre monarchie, origines qui impliquaient un contrôle de la nation, dont la royauté s'est peu à peu délivrée.

A l'origine, « la nation française secoue le joug des Romains ! Un héros est élevé sur un pavois. La loi salique est rédigée dans trois assemblées. Le prince et la loi sont institués en même temps » (1). Malheureusement, pour assurer la défense de la loi, « les Français déposent entre les mains du roi, la toute puissance publique. Voilà la première faute, le péché originel. Déposer entre les mains d'un roi toute la puissance publique ce n'est pas seulement lui conférer le pouvoir de faire exécuter les lois, ou de les ramener à leur pureté, à leur activité première quand elles l'ont perdue, c'est lui accorder bien

(1) « Diderot et Catherine II », p. 91.

davantage, ainsi que le temps ne manque jamais de le prouver » (1). En effet, « la législation mise sous la sauvegarde d'un seul homme » est « oscillante et de peu de durée. Aussi c'est la nation qui doit en être la conservatrice d'âge en âge, condition qui suppose des lois simples, un code qui puisse être mis entre les mains des sujets dès la plus tendre enfance » (2). Mais, en France, les sujets ayant laissé la législation entre les mains des souverains, « les lois périclent dès la fin de la seconde race... Des usages suppléent pendant des siècles aux lois oubliées » (3). Et, peu à peu, s'estampe le caractère populaire de la monarchie.

Ce sont là des arguments familiers à tous les groupes d'opposition durant le XVIII^e siècle et principalement aux Parlementaires. Chaque classe qui progresse a tendance à chercher dans un passé lointain, la justification historique de ses audaces présentes. En évoquant le temps reculé des Francs pour réclamer un Droit Public précis, Diderot ne cherchait qu'à légitimer les aspirations confuses de la bourgeoisie vers une constitution. Juridiquement, la théorie ne valait pas grand'chose. Mais le spectacle du temps présent imposait des changements avec une netteté beaucoup plus impérieuse que les souvenirs du règne de Pharamond. Et, à ce spectacle, Diderot n'était point aveugle.

Le règne de Louis XIV s'était terminé dans la misère et pourtant il se trouvait encore des poètes pour en faire un âge d'or. Ce n'est pas l'avis de Diderot : « Le règne de Kanoglou — c'est ainsi que Louis XIV est désigné dans *Les Bijoux Indiscrets*, a été long et nos poètes l'ont surnommé l'âge d'or. Ce titre lui convient à plusieurs égards. Il a été signalé par des succès et des victoires ; mais les avantages ont été mêlés de revers, qui montrent que cet or était quelquefois de mauvais aloi... On fit un art de la délicatesse dans les repas. On jouait gros jeu. On s'endettait, on ne payait pas et l'on dépensait tant qu'on avait de l'argent et du crédit. On publia contre le luxe de très belles ordonnances qui ne furent point exécutées. On prit des villes, on conquist des provinces, on commença des palais, et l'on épuisa l'Empire, d'hommes et d'argent. Les peuples chantaient victoire et se mourraient de faim. Les grands avaient des châteaux superbes et des jardins délicieux et leurs terres étaient en friche... Le trésor royal était un grand coffre vide... et l'or et l'argent devenaient si rares, que les fabriques de monnaie furent un beau matin converties en moulins à papier » (4). Ici les souvenirs de la Régence s'entremêlent à ceux du règne de Louis XIV. Revenant à ce dernier, Diderot fait une part, dans sa véhémence critique, à l'intolérance de Louis XIV à l'égard des protestants. » Kanoglou se laissa persuader par ces fanatiques qu'il était de la dernière importance que tous ses sujets lui ressemblassent et qu'ils eussent les yeux bleus, le nez camard et la moustache rouge comme lui et il en chassa au

(1) « Diderot et Catherine II », p. 92.

(2) Ibid., p. 93.

(3) Ibid.

(4) « *Bijoux Indiscrets* », A.T. T.4, p. 356.

Congo (lisons en Prusse) plus de deux millions, qui n'avaient point cet uniforme ou qui refusèrent de le contrefaire » (1). La Harpe a accusé Diderot de s'être montré obséquieux envers le pouvoir dans *Les Bijoux Indiscrets*. Le passage que nous venons de citer montre à lui seul combien ce grief est peu fondé. Ceci ne doit d'ailleurs pas nous étonner, les critiques de La Harpe contre Diderot étaient inspirées le plus souvent par la haine et l'envie et reposant, de préférence, sur des faux.

La gloire de Louis XIV, si durement payée par la misère de tout un peuple, ne pouvait pas séduire Diderot. Le luxe qu'incarne un château comme Versailles est précisément celui que Diderot a en honneur : le luxe des privilégiés. Dans une lettre à Sophie Volland, Diderot imagine ce dialogue entre Louis XIV et Henri IV ; « celui-ci montre au premier ce magnifique édifice (Versailles) et l'autre lui disait : « Vous avez raison, mon fils, voilà qui est fort beau; mais je voudrais bien voir les maisons de mes paysans de Gonesse. » Qu'aurait-il pensé de trouver autour de ces immenses et magnifiques palais, de trouver, dis-je, le paysan sans toit, sans pain et sur la paille ! » (2).

Le règne de Louis le Grand ne trouvant pas grâce devant Diderot, celui de son petit-fils ne devait forcément pas bénéficier d'un jugement très indulgent. La majeure partie de la vie de Diderot s'est écoulée sous le règne de Louis XV et ceux qui, aujourd'hui, prétendent réhabiliter ce prince, ne mettront sans doute jamais dans leur mince dossier, le témoignage apporté par Diderot sur ce monarque.

Dans cet *Essai sur les règnes de Claude et de Néron*, où l'évocation du passé cache si souvent (Grimm l'a signalé) l'allusion à la politique contemporaine, c'est en ces termes que Diderot s'exprime sur Louis XV : « Son règne fut ce qu'il devait être : le résultat d'une organisation viciée, d'une mauvaise éducation, de la pusillanimité, de la faiblesse, d'un goût effréné pour les femmes, de la crapule, de quelques vertus et de plusieurs vices contradictoires. Sans la fermeté, les autres qualités du prince ne sont rien » (3). Hélas, cette fermeté est la qualité qui fait le plus défaut à Louis XV. Aussi la France donne-t-elle, sous ce monarque, l'aspect d'un effrayant désordre : « On vend publiquement les magistratures, les sacerdoces, le droit de bourgeoisie, la justice, l'injustice... On dispose à son insu des dignités, des commandements, des grâces et des châtiments; on révoque ses dons et ses ordres; on ne tient aucun compte de ses jugements; on supprime les brevets qu'il a signés, on en suppose d'autres » (4).

Diderot s'élève aussi avec vigueur contre ce « goût effréné pour les femmes », si profond chez Louis XV, et dont les conséquences sont si grandes pour la nation. Certes Diderot n'oublie pas la protection efficace, que la Pompadour accorda maintes fois aux philoso-

(1) « Bijoux indiscrets », A.T. T.4, p. 356.

(2) « Lettres à Sophie Volland » - (Babelon éd., T. 2, p. 178).

(3) « Essai sur les règnes de Claude et de Néron », A.T. T.3, p. 55.

(4) Ibid., p. 33.

phes et à lui-même. Mais, traitant des favorites, il est obligé de les juger en historien et non en particulier. « Ce qu'il y a d'hommes pervers dans une cour, écrit Diderot, se pressent autour d'elles, fléchissent le genou devant elles; et elles avilissent tout ce qui les approche. Elles sont les protectrices des scélérats, persécutrices infatigables des honnêtes gens. Assises sur le trône à côté du maître, il y a deux autorités; elles ont leur parti, leur conseil, leurs audiences; l'empire du souverain est moins tyrannique, moins capricieux que le leur. Elles plient à leur gré la volonté de leur amant, elles déposent les ministres, elles donnent des généraux aux armées, elles en tracent la marche sur une carte avec des mouches et vingt mille hommes sont égorgés.

« Dans un Etat purement monarchique, tel que la France, une maîtresse avare ou dissipatrice ruine le peuple » (1).

La critique de Diderot sait parfois, sur ce sujet, se faire moins âpre. Ainsi, dans le *Neveu de Rameau*.

« LUI. — Il n'y dans tout un royaume qu'un homme qui marche, c'est le souverain; tout le reste prend des positions.

« MOI. — Le souverain ? Encore y a-t-il quelque chose à dire. Et croyez-vous qu'il ne se trouve pas de temps en temps à côté de lui, un petit pied, un petit chignon, un petit nez qui lui fasse faire un peu de pantomime ? Quiconque a besoin d'un autre est indigent et prend une position. Le roi prend une position devant sa maîtresse » (2).

Mais cette « pantomime » funeste pour le pays est pénible à supporter pour les « gens de bien ». Et Diderot laisse échapper cette réflexion désenchantée : « Ce n'est pas sous un Tibère, sous un Néron seulement, c'est de tous les temps et dans toutes les cours qu'il y a plus de faveur à se promettre du métier de proxénète que des fonctions de grand ministre et que l'on peut sans conséquence déshonorer une nation par la perte d'une bataille, mais non adresser un mot ou un geste de mépris à une favorite. »

A côté des scandales entraînés par une politique d'alcôve, à côté de l'anarchie naissante de l'Administration, Diderot a parfaitement aperçu ce qui devait être une des causes principales de la chute de la monarchie : le désordre inouï de finances. Diderot comprend fort bien le vice fondamental du système fiscal de l'ancienne France : inégalité de sa répartition.

La cause de cette inégalité réside en l'existence d'un nombre considérable de privilèges. Diderot leur est extrêmement défavorable, qu'ils soient nobiliaires, ecclésiastiques ou judiciaires. Dans l'article « Privilège » de l'*Encyclopédie*, s'il admet qu'en théorie les privilèges peuvent être justifiés par des services rendus dans des postes

(1) A.T. T.3, p. 71.

(2) « Neveu de Rameau » - (Edit. Gen., T. 2, p. 88).

difficiles et importants, comme celui du noble à l'armée, il en combat l'attribution abusive. « Il semble qu'il faudrait encore distinguer dans tous les cas les personnes dont les services sont réels et utiles, soit au prince, soit au public et ne pas avilir les faveurs dont ceux-ci jouissent légitimement, en les confondant avec un grand nombre de gens inutiles à tous égards, et qui n'ont pour titres qu'un morceau de parchemin acquis presque toujours à très bas prix » (1). Par ailleurs, lorsque Diderot traite pour Catherine II de la question des privilèges, il se montre encore plus catégorique. Tout service réel mérite une récompense, aucun service ne mérite un privilège. Si méritants que puissent être certains hommes, « est-ce que tous ces gens-là sont autre chose que des sujets et des citoyens ? Que la nation récompense leurs services, cela est juste ; mais que ce ne soit jamais par des privilèges exclusifs, par des exemptions, par tous ces moyens iniques qui sont autant d'infractions à la loi générale et des surcharges pour les hommes utiles et laborieux qui ne sont point titrés. Pourquoi transmettre à des descendants avilis la récompense de leurs illustres aïeux ? » (2).

Que sa condamnation des privilèges soit sans réserve ou atténuée, Diderot la justifie en principe et en fait. En principe, parce que « toute dispense est une infraction à la loi et tout privilège est une atteinte à la liberté générale ». En fait, car « de ces abus de privilèges naissent deux inconvénients fort considérables : l'un que la partie des citoyens la plus pauvre est toujours surchargée au delà de ses forces ; or cette partie est cependant la plus véritablement utile à l'Etat, puisqu'elle est composée de ceux qui cultivent la terre et procurent la subsistance aux ordres supérieurs ; l'autre inconvénient est que les privilèges dégoûtent les gens qui ont du talent et de l'éducation d'entrer dans la magistrature ou dans des professions qui exigent du travail et de l'application et leur font préférer de petites charges et de petits emplois, où il ne faut que de l'avidité, de l'intrigue et de la morgue pour se soutenir et en imposer au public » (3).

Montrant que l'abus des privilèges faisait retomber sur la paysannerie une partie écrasante du fardeau fiscal, Diderot mettait le doigt sur la plaie des finances royales. Aussi supprimer l'inégalité fiscale, c'est le conseil le plus pressant qu'il donne à Catherine II : « Il n'y a rien au monde que je ne fisse, pour que la répartition de l'impôt fut en raison des fortunes. Ce point est très difficile, mais on en vient à bout quand on veut bien. » A vrai dire, ce n'est pas seulement une égalité numérique abstraite que conseille Diderot, mais bien l'établissement de l'impôt proportionnel.

L'impôt arbitrairement réparti était d'ailleurs fort mal perçu : « Je vous jure — écrit Diderot encore à Catherine II — que je n'aurais pas huit jours de cette nuée de receveurs du vingtième, des tailles, de la capitation, de receveurs généraux et de cent mille autres

(1) A.T. T. 16, p. 416.

(2) « Diderot et Catherine II », p. 97.

(3) A.T. T. 16, p. 416.

receveurs de toutes sortes de noms. Je sais qu'ils ont acquis à prix d'argent le droit de me voler. Je leur ferais l'intérêt de leur finance, en attendant que je les puisse rembourser » (1).

Quant aux fermiers généraux, Diderot s'exprime à leur égard d'une façon où le cynisme se mélange à l'ingénuité. Il n'en veut point trop parler, avoue-t-il à Catherine II : « Je n'en dis rien, parce que j'y ai toute ma pauvre petite fortune. J'aime encore mieux pourtant qu'on vole le roi que d'être ruiné. Mais je ne ruinerais pas mes enfants (ceci par rapport à Catherine II. - J.O.), et je crois que mes fermiers ne me voleraient guère et cela sans leur ôter une récompense très honnête de leur gestion » (2). Il y a incontestablement quelque chose d'un peu choquant dans cette réflexion. On n'aime guère voir Diderot admettre que la conservation de sa fortune puisse reposer sur le vol. Mais en fait, quel intérêt Diderot pouvait-il porter à ces finances royales qu'il savait livrées au pillage ? Quel zèle pouvait-il nourrir pour le régime qui laissait à une impératrice russe le soin de lui venir en aide ? Son aveu laisse percevoir la séparation, chaque jour plus profonde, qui se faisait entre la royauté et les éléments éclairés de la nation. C'est le fait même qu'un Diderot ne pouvait plus concevoir le moyen d'assurer son existence que par la conservation d'abus qu'il réprouvait, qui nous montre à quel point le système politique était condamné.

Diderot n'avait d'ailleurs plus beaucoup d'illusions sur l'avenir de la monarchie : « Madame, confie-t-il à Catherine II, notre monarchie est bien caduque. Les dernières années d'un long règne d'un grand roi, ont souvent gâté les premières; jamais les dernières années d'un roi médiocre, pour ne rien dire de pis, n'ont réparé les désastres des années précédentes. Aussi, nous avons peut-être encore du chemin à faire, vers la décadence » (3). Mais, ajoute Diderot, envisageant l'avenir et ce que sera le règne du futur Louis XVI : « Mais, qui sait notre sort sous le règne suivant. Moi, personnellement, j'en pense mal. Puis-je me tromper. Puisse-t-il ne pas toujours chasser sans voir goutte ! » (4).

(1) « Diderot et Catherine II », p. 234.

(2) Ibid., p. 236.

(3) Ibid., p. 254.

(4) Ibid.

LES SOLUTIONS ENVISAGÉES

Diderot ne pouvait se contenter, face à l'agonie du régime, de critiquer, de hausser les épaules. Il se devait à lui-même d'envisager par quels moyens il était possible de parer à la défaillance de la monarchie.

De nombreux esprits, au XVIII^e siècle, cherchaient encore des remèdes dans le cadre du régime. Ils ne concevaient pas la nécessité, d'abattre ou même de limiter, l'absolutisme royal. Au contraire, ils voulaient le consolider, l'accroître. Le prince absolu dont ils rêvaient n'était pas le souverain de la vieille tradition de droit divin, mais un homme pénétré des doctrines philosophiques, désireux de les mettre en application, un despote, certes, mais un « despote éclairé ». Fréquemment Diderot est présenté comme un partisan du despotisme éclairé ! Ainsi, dans son cours professé à la Faculté de Droit de Paris, durant l'année scolaire 1933-1934, M. Olivier Martin écrit : « La plupart des philosophes, surtout dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, ont été partisan du despotisme éclairé, conception chère notamment aux économistes physiocrates. Le despote éclairé est le despote intelligent, le despote philosophe, Frédéric de Prusse, Catherine de Russie, qui font venir un Voltaire, un Diderot et qui les pensionnent largement, sauf à se disputer assez vivement avec eux. » Cette citation du savant professeur est l'indice de la force d'une tradition totalement erronée, mais qui s'impose à des esprits aussi vigilants que celui de M. Olivier Martin. L'essentiel de la pensée politique de Diderot, c'est un appel vigoureux et passionné à la dignité et à l'intelligence de l'homme, de tous les hommes. Dans ces conditions, il ne peut être question pour lui d'approuver le système qui confie le bonheur de l'humanité à un despote délivré du contrôle des humains. Sur le despotisme éclairé, Diderot s'est exprimé en des termes qui ne laissent véritablement aucune place à l'équivoque. « Un premier despote, juste, ferme et éclairé est un fléau — écrit Diderot, dans l'*Essai sur les règnes de Claude et de Néron* — un second despote, juste, ferme et éclairé est un fléau encore plus grand, un troisième despote qui ressemblerait aux deux premiers, en faisant oublier aux peuples leur privilège consommerait leur esclavage » (1). Dans un autre ouvrage, il concrétise sa pensée : « Supposez aux Anglais trois Elisabeth de

(1) A.T. T.3, p. 265.

suite et les Anglais seront les derniers esclaves de l'Europe » (1). Dans les *Fragments échappés du portefeuille d'un philosophe*, c'est encore la même idée qui revient : « Peuples, ne permettez pas à vos prétendus maîtres de faire même le bien contre votre volonté générale » (2). Certes, les relations entre Diderot et Catherine II, l'admiration respectueuse portée par Diderot à Catherine II, admiration qui n'excluait pas une très grande liberté de pensée, ont pu prêter à confusion. Mais en vérité, ce peuso-partisan du despotisme éclairé aurait pu inscrire en tête même de ses ouvrages, les paroles de l'hymne révolutionnaire : « Ni Dieu, ni César, ni tribun. »

L'absolutisme royal est un mal. Le despotisme éclairé un fléau encore plus redoutable. Vers quelle solution va se tourner Diderot ? Va-t-il grossir la foule de ceux qui, sous la direction des Parlements, menaient contre la monarchie une guerilla sans perspectives ? L'opposition des Parlements, malgré son activité et son audace, n'a jamais exercé sur Diderot le moindre attrait.

Louis XIV avait fait taire les « bruits de Parlement ». Le roi mort, le vacarme ne tarda pas à recommencer, lorsqu'en 1715 le Régent rendit au Parlement le droit de remontrance. Le vacarme ne devait cesser de s'amplifier jusqu'à la Révolution et, durant tout le XVIII^e siècle, les parlementaires brisèrent des lances contre le pouvoir royal, se posant, sans aucun titre sérieux, en défenseurs des lois fondamentales du royaume.

Pour se débarrasser de l'idée, encore trop répandue, qu'en face de l'absolutisme royal, les Parlements représentaient une forme populaire, presque révolutionnaire de protestation, il n'y a pas de meilleur moyen que d'examiner en quels termes Diderot s'exprime sur les Parlements et, en particulier, sur le Parlement de Paris, vrai meneur de l'opposition. On peut voir que ce n'est pas chez les parlementaires qu'un des révolutionnaires les plus conséquents de l'époque prétend trouver des alliés.

La possession du droit de remontrance aurait pu permettre au Parlement, pense Diderot, de jouer un rôle utile à la nation. Ce droit « déposé entre des mains vraiment patriotiques, aurait suffi pour arrêter toutes les aspirations d'un ministère pervers » (3). Certes, le pouvoir royal d'évocation paralyse l'exercice du droit de remontrance : « C'est la voix de la sagesse qui crie inutilement. » Toutefois, en dépit de la faiblesse organique que constitue l'évocation, le Parlement aurait pu avoir une action efficace, s'il avait eu l'opinion publique derrière lui.

Mais il ne pouvait pas en être ainsi : « La nation prenait-elle grand intérêt à ce corps ? Aucun. Il était resté gothique dans ses usages, opposé à toute bonne réforme, trop esclave des formes, intolérant,

(1) A.T. T.2, p. 383.

(2) Ibid., t. 6, p. 448.

(3) « Diderot et Catherine II », p. 108.

bigot, supersitieux, jaloux du prêtre et du philosophe, parti d, vendu aux grands, dangereux et incommode voisin, et cela au point que la propriété qui touchait à la sienne perdait un quart, un cinquième, un sixième de sa valeur, que même on n'en voulait point; embarrassant tout, brouillant tout, tracassier, petit, tirant à lui les affaires de politique, de guerre, de finances, ne s'entendant à rien hors de sa sphère et toujours pressé d'en sortir, voyant le désordre partout excepté dans ses lois dont il n'essaya jamais de débrouiller le cahos, vindicatif, orgueilleux, ingrat » (1).

On voit que Diderot n'est guère tendre pour le Parlement. Et ce n'est pas là un accès d'indignation passagère de sa part. Dans un autre texte, il qualifie le Parlement de la manière suivante : « Le corps le plus pauvre, le plus ignorant, le plus petit, le plus gourmé, le plus entêté, le plus méchant, le plus vil, le plus vindicatif qu'il soit possible d'imaginer..., l'irréconciliable ennemi de la philosophie et de la raison » (2).

Dès lors, on pourrait penser que Diderot a accueilli avec satisfaction la réforme de Maupeou. Il n'en est rien. La personnalité de Maupeou lui est, en premier lieu, antipathique. C'est pour Diderot « un homme de rien, sans grande fortune, sans grande naissance, sans grand génie, mais suppléant à ces qualités par de la bassesse, de la duplicité, l'esprit de vengeance, l'ambition et l'audace » (3). En résumé, un « scélérat ». Comment Maupeou procède-t-il avec le roi pour le persuader de la nécessité de la réforme qu'il veut entreprendre ? Il lui montre « que tout lui appartient par le droit du premier roi » (4). Il « l'entête fortement des funestes principes de la puissance illimitée et absolue » (5). Et quel est le résultat de la réforme : « Un très grand malheur » (6). Pourquoi ? « Parce qu'elle a entraîné la ruine de vingt mille familles, parce qu'elle a annoncé à la nation qu'il n'y avait plus aucune propriété sacrée » (7), parce que, aux anciens parlementaires qui conservaient encore le prestige de « leur vieux gothique », elle a substitué « un ramas de malheureux, de malfaiteurs, de sycophantes, de gueux, d'ignorants, très misérable canaille qui tient l'urne fatale où nos vies, nos libertés, nos fortunes et notre honneur sont enfermés; parce que cette canaille vile par elle-même, n'ayant pour toute fortune que son modeste salaire fixé par la cour, doit s'avilir par toutes sortes de bassesses pour conserver cette place » (8). « L'ordre public de notre gouvernement a été si parfaitement détruit — ajoute Diderot — que je ne pense pas que la toute puissance et la bonté du roi, qui n'y pense sûrement

(1) « Diderot et Catherine II », p. 114.

(2) AT. T.6, p. 404.

(3) « Diderot et Catherine II », p. 127.

(4) Ibid., p. 128.

(5) Ibid.

(6) Ibid., p. 115 .

(7) Ibid.

(8) Ibid.

pas, puissent le rétablir. La confiance est perdue à présent : un magistrat, un propriétaire de charges, savent qu'ils ne sont rien » (1).

Diderot a fréquemment et violemment combattu la vénalité des charges. « Mon cœur se gonfle — écrit Diderot dans le *Salon de 1767* — et un jour de ma vie, non, un jour de ma vie, je ne le passe pas sans charger d'imprécations celui qui rendit les charges vénales. Car c'est de là, oui, c'est de là, et de la situation des grands exacteurs, que se sont découlés tous nos maux » (2). Dans ces conditions, on peut s'étonner de le voir défendre si âprement ces Parlementaires, auxquels ne le lie aucune sympathie. Mais ce que Diderot défend ici, ce n'est pas la vénalité des charges, mais bien le principe du caractère sacré et immuable du droit de propriété, tel qu'il sera affirmé par la Révolution Française. La vénalité des charges est chose déplorable ? Peu importe. Les Parlementaires n'en sont pas moins les propriétaires incontestables de leur charge, qu'ils possèdent en vertu de titres certains. Diderot qui, en partie, incarne typiquement l'esprit de la Révolution bourgeoise, ne peut pas légitimer une atteinte au droit de propriété, condition, pour lui, du travail et de la liberté.

Quant au côté proprement politique de la réforme, l'opposition de Diderot se conçoit facilement. Ce que Diderot reprochait aux anciens Parlements, c'était de tenir leur pouvoir du roi et non pas du peuple ; de ne pouvoir ainsi montrer aucune indépendance réelle, à l'égard de la royauté. Il ne pouvait donc pas être partisan d'un système qui liait encore plus étroitement à la royauté, les magistrats chargés de remplacer les anciens parlementaires. Il ne pouvait pas trouver dans les Cours de Justice créées par Maupeou, la force populaire qu'il jugeait indispensable d'élever en face de la royauté.

En effet, l'évolution de la pensée de Diderot, sa critique théorique de l'absolutisme, sa critique de la monarchie dans les faits, conduisent directement à la démocratie. Diderot, quoi qu'on en ait pu dire, est bien un démocrate. Il est démocrate parce que la société est une création humaine et non divine ; parce que les hommes y naissent libres et égaux en droits ; parce que c'est pour la conservation de ces droits, qu'ils adhèrent au contrat social. C'est sa théorie de l'origine de la société. Diderot est démocrate, parce que les lois qui régissent la société sont humaines ; parce que les meilleures lois sont celles qui émanent, non pas d'un seul homme, mais du peuple tout entier ; parce que contre les lois injustes, la rébellion est légitime. C'est sa théorie du Droit Naturel. Diderot est démocrate parce qu'il n'admet pas d'autorité incontrôlée ; parce qu'il est contre tous les despotes, fussent-ils éclairés. C'est sa théorie de l'autorité.

Diderot est démocrate parce que la démocratie lui semble la condition de la paix. « Une nation — écrit-il — où tous les sujets seraient dans la main du souverain comme le bâton dans la main du vieillard,

(1) « Diderot et Catherine II », p. 134.

(2) A.T. T.11, p. 91.

où le souverain commanderait à tous ses sujets, comme le vieux de la Montagne commandait à ses fanatiques, exterminerait nécessairement toutes les autres nations, ou serait incessamment exterminée » (1). Diderot est démocrate encore, parce que, pour lui, sans liberté il n'est pas de culture véritable. Traitant de l'éloquence, il écrit dans *l'Essai sur les règnes de Claude et de Néron* : « Comment ce grand art, qui demande une âme libre, un esprit élevé, se soutiendrait-il chez une nation qui demande l'esclavage ? La tyrannie imprime un caractère de bassesse à toutes sortes de productions ; la langue même n'est pas à couvert de son influence : en effet, est-il indifférent pour un enfant d'entendre autour de son berceau le murmure pusillanime de la servitude, ou les accents nobles et fiers de la liberté ? » Et dans la première édition de cet ouvrage, Diderot résumait ainsi sa pensée : « Ne cherchez la véritable éloquence que chez les Républicains » (2).

Mais Diderot n'est pas démocrate, seulement pour ces raisons de doctrine. Il est démocrate parce qu'il comprend fort bien la nécessité d'un régime politique de liberté, pour le développement de la prospérité de la bourgeoisie. Cela, il l'exprime tout à fait clairement dans le *Voyage de Hollande* : « Si l'on y réfléchit avec attention, on s'apercevra que le gouvernement le plus voisin de la pure démocratie est celui qui convient le mieux à un peuple commerçant, dont la prospérité dépend de la plus grande liberté de ses opérations » (3).

Certes, Diderot ne s'est pas rallié d'un seul coup à la démocratie. Il a pu lui sembler que cette forme de gouvernement ne convenait pas à un grand pays comme la France. Il écrit, dans l'article « Législateur » de *l'Encyclopédie* : « Le législateur donnera le gouvernement d'un seul, aux États d'une certaine étendue... la promptitude de résolutions et de l'exécution, qui est le grand avantage du gouvernement monarchique, fait passer, quand il le faut et dans un moment, d'une province à l'autre, les ordres, les châtimens, les secours » (4). Dans la *Réfutation d'Helvétius*, il écrit encore : « Le Gouvernement démocratique supposant le concert des volontés et le concert de volontés supposant les hommes assemblés dans un espace assez étroit, je crois qu'il ne peut y avoir que de petites républiques et que la sûreté de la seule espèce de société qui puisse être heureuse sera toujours précaire » (5). Il faut cependant noter ici l'expression : « La seule espèce de société qui puisse être heureuse. » Le préjugé antidémocratique n'est pas encore vaincu par Diderot, mais il y a déjà une sorte de prévention favorable et les faits se chargeront de le convaincre et, plus tard, quand la révolution américaine éclatera, on pourra voir Diderot donner sa pleine approbation aux Insurgents. Et cette solidarité dans la lutte n'est-elle pas le meilleur des critères ? Mais avant d'arriver au terme, voyons les étapes par lesquelles passe notre auteur.

(1) A.T. T.2, p. 426.

(2) A.T. T.3, p. 24.

(3) AT. T.17, p. 391.

(4) AT. T.15, p. 418.

(5) AT. T.2, p. 390.

Rappelons-nous la phrase de l'article « Droit Naturel » de l'*Encyclopédie*: « Puisque des deux volontés, l'une générale et l'autre particulière, la volonté générale n'erre jamais, il n'est pas difficile de voir à laquelle il faudrait, pour le bonheur du genre humain, que la puissance législative appartint. » Un corps chargé spécialement de rédiger les lois (expression de la volonté générale) est une des premières revendications de la démocratie. Dans tous les pays, c'est par l'obtention d'un Parlement, que la démocratie a marqué ses premières victoires. Parlement se conçoit d'ailleurs fort bien avec la monarchie, comme le montrent de multiples exemples historiques. Aussi dans les deux types de parlements esquissés par Diderot, nous constatons que, à côté du Parlement, la monarchie conserve un rôle politique important.

Ce n'est pas même, à proprement parler, un Parlement, que le système de représentation imaginé par Diderot dans l'article « Représentants » de l'*Encyclopédie*. Il n'y a pas une ou deux assemblées, comme c'est le cas pour la plupart des systèmes parlementaires. Il y a une assemblée pour chaque ordre, ce qui est un souvenir des États-Généraux. Ces assemblées servent à maintenir « le concert qui doit subsister entre le souverain et les peuples » et ont pour objet le bien général, ce qui est fort beau, mais un peu vague. Tout le monde n'est pas habitué à siéger dans ces assemblées : « Ces assemblées, pour être utiles et justes, devraient être composées de ceux que leurs possessions rendent citoyens et que leur état et leurs lumières mettent à portée de connaître les intérêts de la nation et les besoins du peuple » (1). On pourrait croire qu'il y a dans cette phrase le principe de l'adjonction des « capacités ». Il n'en est rien ; car Diderot précise : « En un mot, c'est la propriété qui fait le citoyen » (2). Aussi Diderot considère comme devant être représentés, non pas pour leurs « lumières », mais bien au titre de possédants, le clergé, la noblesse, les magistrats, qui sont possesseurs de leur charge, les négociants, « citoyens utiles » (3) et les cultivateurs, « c'est-à-dire tout citoyen qui possède des terres » (4). « La terre — ajoute Diderot, chez qui réapparaît le physiocrate — est la base physique et politique d'un Etat ; c'est sur le possesseur de la terre que retombent directement ou indirectement tous les avantages et tous les maux d'une nation ; c'est en proportion de ses possessions, que la voix du citoyen doit avoir de poids dans les assemblées nationales » (5). Le souverain a pour rôle de tenir la balance entre les ordres, d'empêcher qu'aucun ordre ne soit opprimé par un autre.

Chaque ordre choisit ses représentants qui parlent en tant que mandataires de leur ordre et non pas de l'intérêt général. Chaque mandataire ne peut, en effet, avoir de compétence que pour les questions qui intéressent son ordre : un noble ne connaît rien au commerce, un commerçant ignore tout de la stratégie.

(1) AT. T.17, p. 18.

(2) Ibid.

(3) Ibid.

(4) Ibid.

(5) A.T. T.17, p. 19.

Tous les ordres de l'Etat doivent se prêter réciproquement la main. Nul ordre ne doit exercer la prééminence. La suprématie de la noblesse entraînerait l'Etat à la guerre: celle du commerce inciterait l'Etat à négliger sa sûreté.

Diderot considère que le mandat des représentants doit être temporaire, impératif, ou, du moins, ce qui est essentiellement démocratique, toujours révocable : « Les représentants supposent des constituants, de qui leur pouvoir est émané, auxquels ils sont par conséquent subordonnés et dont ils ne sont que les organes... Les constituants peuvent en tout temps démentir, désavouer et révoquer les représentants qui les trahissent, qui abusent de leurs pleins pouvoirs contre eux-mêmes, ou qui renoncent pour eux à des droits inhérents à leur essence; en un mot, les représentants d'un peuple libre ne peuvent point leur imposer un joug qui détruirait sa félicité » (1).

En conclusion de son article, Diderot recommande aux constituants de lutter contre la corruption et d'être sages dans leur choix.

Tout cela est bien imprécis et assez peu audacieux, sauf pour le principe de révocabilité des représentants. N'oublions pas qu'il s'agit de l'*Encyclopédie* et qu'il importe de ne pas être trop turbulent. Retenons tout de même l'affirmation de la nécessité d'une représentation nationale, élue au suffrage restreint, censitaire, pourrait-on dire, mais qui tire cependant son pouvoir d'une autre force que la monarchie.

Le projet que Diderot soumet à Catherine II, sous le titre : « De la Commission », est à la fois plus hardi et plus concret.

Diderot pose d'abord en principe que « tout gouvernement arbitraire est mauvais; je n'en excepte pas le gouvernement arbitraire d'un maître bon, ferme, juste et éclairé » (2). En effet : « Un despote, fût-il le meilleur des hommes, en gouvernant selon son bon plaisir commet un forfait » (3), car il fait perdre aux hommes le sens de la liberté, ce qui les réduit à « la condition d'animaux » (4).

Aussi, pour éviter que les nations tombent dans un « sommeil doux, mais un sommeil de mort » (5), Diderot imagine une sorte de parlement, au sens moderne du mot, entre les mains duquel le prince abdiquerait le pouvoir législatif. Il rédigerait des lois simples, éclairées, qu'on propagerait par l'instruction publique. Rien ne serait omis pour maintenir ces lois dans leur pureté primitive. Et, pour que cette pureté soit maintenue de génération en génération, Diderot propose que ce corps permanent soit nommé par toute la

(1) A.T. T.17, p. 21.

(2) « Diderot et Catherine II », p. 143.

(3) Ibid., p. 144.

(4) Ibid.

(5) Ibid.

nation. « La brigade serait une loi d'exclusion et les grandes brigues sont toujours reconnues » (1).

La tâche de ce corps permanent, « son district et son district entier, se réduirait à la conservation des lois faites et à l'examen des lois, soit à faire, soit à abroger, des institutions, etc. » (2). « Il ne se mêlerait ni de guerre; ni de politique, ni de finances » (3). Mais ce n'est point là une raison pour que le souverain se livre, sur ses sujets, à des exactions financières, précise Diderot : « J'observerai cependant à Sa Majesté, que la surcharge de l'impôt, sa répartition injuste et sa perception tortionnaire, sont partout les causes principales de la ruine des Etats » (4).

Cette sorte de parlement, cette « commission », pour employer le terme dont use Diderot, « composée de sujets, entendra toujours mieux l'intérêt public ou le sien que le souverain » (5). Que le souverain ne s'inquiète pas d'ailleurs de voir son autorité limitée — ajoute Diderot — qui tient à rassurer Catherine II : « Un corps de citoyens dans la vérité n'est presque rien quand le souverain commande à l'ordre militaire et qu'il en dispose » (6). Et, après tout, note Diderot qui s'enhardit, si l'on avait à choisir entre « un souverain trop fort contre sa nation ou... une nation policée trop forte contre son souverain, le dernier de ces deux incovenients serait le moindre » (7). C'est pourquoi Diderot n'hésite pas à poser la règle suivante : « Au lieu que notre Parlement enregistrât les volontés du souverain, il faudrait, au contraire, que ce fût le souverain qui enregistrât les représentations de la commission » (8).

Ce simple principe, ajouté à celui de l'éligibilité par toute la nation, donnerait finalement des pouvoirs très étendus à la commission et la rapprocherait sensiblement d'un parlement à l'anglaise. Et c'est bien à cette sorte de Parlement que Diderot voulait en venir. Il rapporte qu'un jour où il discutait avec l'Impératrice des libertés qu'il serait bon de donner à la Russie, Catherine II lui répondit : « Votre avis serait donc que j'eusse un Parlement à l'anglaise ? » Et, Diderot : « Si Votre Majesté Impériale pouvait l'avoir d'un coup de baguette, je crois qu'il existerait demain » (9). En fait, la Douma d'Empire fut beaucoup plus longue à venir et ne vint que pour durer très peu.

Historiquement, la lutte pour la Démocratie, se lie à la lutte pour un parlement, auquel on fixe des attributions de plus en plus étendues. Le chemin parcouru par Diderot entre le moment où il écrit

(1) « Diderot et Catherine II », p. 144.

(2) Ibid., p. 147.

(3) Ibid.

(4) Ibid, p. 148.

(5) Ibid., p. 149.

(6) Ibid.

(7) Ibid., p. 150.

(8) Ibid., p. 153.

(9) Ibid., p. 573.

l'article « Représentants » et celui où il rédige le projet de Commission est important. Il fait un pas considérable vers la démocratie parlementaire : il se dégage des anciens souvenirs des États-Généraux, envisage l'éligibilité par toute la nation, pose nettement le principe de la séparation des pouvoirs, imagine une sorte de veto, que la Commission pourrait élever devant le souverain.

Mais Diderot ne s'arrêtera pas là. Ce profond génie dont la pensée ne cesse d'évoluer et de se préciser, n'est pas de ceux qui jettent sur les faits un regard hautain et les condamne du poids de sa théorie. Bien au contraire, il y puise un perpétuel enseignement. Il ne met pas l'Histoire à son école, mais il va à l'école de l'Histoire, ce qui semble bien être l'intelligence politique. L'énorme importance historique de la Révolution américaine, premier grondement de cet immense et salubre orage que sera la Révolution française, ne lui échappe point. La réalité ne fait pas reculer Diderot devant ce qu'il a pu envisager dans des anticipations audacieuses. Avec les Insurgents d'Amérique, et en même temps qu'eux, Diderot va s'affirmer révolutionnaire et républicain. Son affirmation a d'autant plus de valeur qu'elle est publique, puisque c'est dans l'*Essai sur les règnes de Claude et de Néron* qu'elle est faite. Dans ces pages enthousiastes, à l'approbation la plus chaleureuse, se mêlent toute une série de réflexions sur l'avenir des démocraties, les conditions de leur maintien, la vision de ce qui doit être leur perte y est aussi : « L'accroissement énorme et l'inégale répartition de la richesse ». Chaque phrase pour ainsi dire est riche de leçons valables pour tous les gouvernements démocratiques, quelle que puisse être la base sociale sur laquelle ils reposent, quelle que puisse être la forme plus ou moins perfectionnée qui leur est donnée. Mais citons plutôt : « Après des siècles d'une oppression générale, puisse la révolution qui vient de s'opérer au delà des mers, en offrant à tous les habitants de l'Europe un asile contre le fanatisme et la tyrannie, instruire ceux qui gouvernent les hommes, sur le légitime usage de leur autorité ! Puissent ces braves Américains, qui ont mieux aimé voir leurs femmes outragées, leurs enfants égorgés, leurs habitations détruites leurs champs ravagés, leurs villes incendiées, verser leur sang et mourir, que de perdre la plus petite portion de leur liberté, prévenir l'accroissement énorme et l'inégale distribution de la richesse, le luxe, la mollesse, la corruption des mœurs et pourvoir au maintien de leur liberté et à la durée de leur gouvernement ! Puissent-ils reculer, au moins pour quelques siècles, le décret prononcé contre toutes les choses de ce monde ; décret qui les a condamnées à avoir leur naissance, leur temps de vigueur, leur décrépitude et leur fin ! Puisse la terre engloutir celle de leurs provinces assez puissante un jour et assez insensée, pour chercher les moyens de subjuguier les autres ! Puisse dans chacune d'elles ou ne jamais naître, ou mourir sur le champ sous le glaive du bourreau, ou par le poignard d'un Brutus, le citoyen assez puissant un jour et assez ennemi de son propre bonheur, pour former le projet de s'en rendre le maître !

Qu'ils songent que le bien général ne se fait jamais que par néces-

sité et que le temps fatal pour les gouvernements est celui de la prospérité et non celui de l'adversité.

Qu'on lise au premier paragraphe de leurs annales : « Peuples de l'Amérique septentrionale, rappelez-vous à jamais, que la puissance dont vos pères vous ont affranchis, maîtresse des mers et des terres, il n'y avait qu'un moment, fut conduite sur le penchant de sa ruine par l'abus de la prospérité. »

L'adversité occupe les grands talents; la prospérité les rend inutiles, et porte aux premiers emplois, les ineptes, les riches corrompus et les méchants.

Qu'ils songent que la vertu couve souvent le germe de la tyrannie.

Si le grand homme est longtemps à la tête des affaires, il y devient despote. S'il y est peu de temps, l'administration se relâche et languit sous une suite d'administrateurs communs.

Qu'ils songent que ce n'est ni par l'or, ni même par la multitude des bras qu'un Etat se soutient, mais par les mœurs.

Mille hommes qui ne craignent pas pour leur vie sont plus redoutables que dix mille qui craignent pour leur fortune.

Que chacun d'eux ait dans sa maison, au bout de son champ, à côté de son métier, à côté de sa charrue, son fusil, son épée, sa baïonnette.

Qu'ils soient tous soldats.

Qu'ils songent que si, dans les circonstances qui permettent la délibération, le conseil des vieillards est le bon, dans les instants de crise, la jeunesse est communément mieux avisée que la vieillesse » (1).

Ces lignes, on le conçoit, étaient de nature à susciter à l'époque d'acerbés critiques. Diderot y répond en ces termes, dans la deuxième édition de son livre :

« Quelle occasion plus simple et plus naturelle ce nous semble, lorsque l'objet principal d'un auteur est d'enregistrer ses réflexions, que de s'arrêter un moment sur un des phénomènes les plus extraordinaires que l'Histoire du monde nous ait présentés : un peuple esclave d'un peuple, une nation qui secoue tout à coup le joug de la servitude, qui s'affranchit du despotisme à l'aide des despotes et qui, méditant sur les moyens d'assurer à jamais son bonheur avec sa liberté, prépare un asile à tous les enfants des hommes qui gémissent ou qui gémiront sous la verge de la tyrannie civile et religieuse; que d'adresser des vœux au ciel pour le succès d'une si digne entreprise; que de se mêler aux délibérations de son congrès et que d'oser prévenir une confédération naissante sur la triste et presque nécessaire influence du temps, qui amène plus ou moins rapidement la ruine des choses les plus sagement ordonnées ! » (2).

(1) AT. T.3, pp. 324, 325.

(2) Ibid., p. 393.

Dans cette réponse, une phrase nous semble à retenir : « Une nation qui secoue tout à coup le joug de la servitude, qui s'affranchit du despotisme à l'aide des despotes. » Outre le conseil de stratégie révolutionnaire : savoir utiliser des adversaires (pour les républicains Insurgents d'Amérique, les monarchistes français), la phrase contient une qualification précise du régime de la France d'alors : despotisme. Dans ces conditions, Diderot ne peut être que partisan pour la France, de ce qu'il approuve en Amérique : Diderot républicain et révolutionnaire en Amérique doit aussi être républicain et révolutionnaire en France.

Nous n'avons pas à nous étonner de voir Diderot prendre cette attitude. L'expérience de chaque jour amenait Diderot à l'idée de la révolution nécessaire. « Les révolutions sont nécessaires, il y en a toujours et il y en aura toujours » (1), écrivait-il déjà dans l'*Encyclopédie*. Dans les *Principes de Politique des Souverains*, il définissait en maximes cruelles les règles de gouvernement royal : « Un souverain faible pense ce qu'un souverain fort exécute, par exemple, tout ce qui suit :

« Il faut que le peuple vive, mais il faut que sa vie soit pauvre et frugale; plus il est occupé, moins il est factieux et il est d'autant plus occupé qu'il a plus de peine à pourvoir à ses besoins. »

.....

« Ne formez des alliances que pour semer des haines. Allumer et faire durer la guerre entre mes voisins. Toujours promettre du secours et n'en point envoyer. »

.....

« Point de ministres au loin, mais des espions. Point de ministre chez soi, mais des commis. »

.....

« Je me soucie fort peu qu'il y ait des lumières, des poètes, des orateurs, des peintres, des philosophes et je ne veux que des bons généraux; la science de la guerre est la seule utile » (2).

On conçoit dès lors que pour Diderot la révolution soit d'actualité. Elle est d'actualité parce que la masse du peuple est opprimée et parce que les révolutions sont tentées — la formule est presque celle qui termine le Manifeste Communiste — « par ceux qui n'ont rien à perdre au changement de l'ordre des choses; par ceux qui ne peuvent qu'y gagner » (3).

Elle est d'actualité aussi, parce que sont aigris ou ruinés « des hommes puissants dans la nation et malaisés par le dérangement de leur fortune » (4) parce que si l'on considère les grandes familles

(1) AT. T.14, p. 427.

(2) AT. T.2, pp. 477, 478, 479.

(3) « Diderot et Catherine II », p. 179.

(4) Ibid.

en décadence, « leur ruine est plus dangereuse que leur opulence » (1). C'est là une remarque extrêmement judicieuse. Robespierre devait, lui aussi, souligner à l'Assemblée Législative, quel essor l'opposition violente et irréfléchie de certains cercles aristocratiques avait donné à la Révolution Française.

La Révolution est donc possible, elle doit être salutaire. Seulement Diderot pense que, pour être victorieuse, elle doit être dirigée, elle doit avoir son plan. Trop souvent « les esclaves lorsqu'ils sont affranchis par la révolte ne savent comment assurer leur bonheur à venir. » Le cadavre sanglant du prince assassiné se présente à leur imagination : ils doutent s'ils n'ont pas commis un forfait, ils se troublent, ils s'effrayent ; leurs têtes sont étonnées. Sans vues, sans principes, sans plans, s'ils s'occupent de quelque chose, c'est d'échapper aux vengeurs du tyran qui n'est plus et non de lui donner un digne successeur ; d'où il arrive que la mort d'un despote se réduit à conduire au trône un autre despote » (2).

Que Diderot ait pensé que le « cadavre sanglant du prince assassiné » puisse être un jour celui du roi de France, rien ne permet de l'affirmer sans contestation. Notons, tout de même, que l'ouvrage dont nous tirons notre citation est parsemé d'allusions à l'actualité. Dans ses *Principes de Politique des Souverains*, on trouve pourtant aussi formulée cette maxime que Diderot ne prend nullement à son compte et qui n'est qu'une simple constatation de fait : « Que le peuple ne voie jamais couler le sang royal pour quelque cause que ce soit. Le supplice d'un roi change l'esprit d'une nation pour jamais » (3). La question de la mort du roi comme issue possible à cette « guerre interminable qui oppose un roi qui veut commander à un peuple qui veut être libre », a sûrement dû, au moins, se poser à son esprit. Comment l'aurait-il résolue, si, dans les faits, il avait eu à voter la mort du roi ? Cette sorte de question ne permet pas, par sa nature même, de réponse indiscutable. Mais voyons cette page tirée des *Observations sur l'Instruction de S.M.I. pour la confection des lois*. « La première ligne d'un code bien fait doit lier le souverain. Il doit commencer ainsi : « Nous peuples, et nous souverain du peuple, jurons conjointement les lois par lesquelles nous serons également jugés ; et s'il nous arrivait à nous, souverain, de les enfreindre, ennemi de notre peuple, il est juste qu'il soit le nôtre, qu'il soit délié du serment de fidélité, qu'il nous poursuive, qu'il nous dépose et même qu'il nous condamne à mort si le cas l'exige » (4). Ces derniers mots ne permettent-ils pas, de supposer au moins que Diderot, s'il avait vécu, aurait été de ceux qui, à la Convention, votèrent la mort de Louis XVI ?

Un exposé des idées politiques de Diderot serait fâcheusement incomplet, qui négligerait la position prise par notre auteur, en face des deux problèmes de la patrie et de la guerre.

(1) « Diderot et Catherine II », p. 180.

(2) A.T. T.3, p. 33.

(3) A.T. T.2, p. 486.

(4) « Diderot et Catherine II », p. 563.

Si le sentiment national n'a pas, à l'époque de Diderot, la force que lui donnera la Révolution Française, qui l'associera au sentiment révolutionnaire de tout un peuple, il n'en est pas moins une réalité certaine. Cependant, dans la pensée de Diderot, l'ère des nations apparaît comme un stade dépassé, de l'évolution des sociétés humaines. Si l'on peut parler d'un Diderot précurseur du socialisme, non pas seulement par la méthode de l'analyse, mais encore par la nature même des conclusions, c'est bien à propos des patries et de cette forme suprême de leur existence, la guerre, qu'on trouvera des justifications à cette thèse.

« Les prolétaires n'ont pas de patrie », écrivent Marx et Engels, dans le *Manifeste Communiste* et c'est là une affirmation qui rebute bien des « socialistes » éminents. Diderot, pour sa part, a devancé la formule du Manifeste. N'a-t-il pas dénoncé, dans le *Neveu de Rameau* la vanité de ce que nous appellerions aujourd'hui la défense nationale ? Tout est vanité ! lance le Neveu. Quoi ! Même défendre sa patrie ? Et le Neveu de rétorquer : « Vanité ! Il n'y a plus de patrie ; je ne vois d'un pôle à l'autre que des tyrans et des esclaves. »

On pourra crier à la boutade. On pourra arguer que ce n'est point Diderot qui parle, que c'est même lui qui polémique avec le Neveu. Laissons donc parler M. Mornet : « Le Neveu, c'est de temps à autre un plastron et presque toujours, c'est exactement Diderot lui-même. Lui et Moi, les deux personnages du dialogue, c'est en réalité Moi et Moi, c'est un Diderot qui bataille âprement contre un autre Diderot » (1). Tout ceci nous paraît indiscutable. Reste à savoir quel est le Diderot qui marque les points. Est-ce celui qui veut mourir pour son roi ? Est-ce celui qui rejette la guerre, même défensive, de si totale manière ? M. Mornet aurait tendance à croire, la suite de l'article dont nous venons de citer un court passage le prouve, que le véritable Diderot est le Diderot patriote. Nous ne pouvons croire que M. Mornet ait raison.

Le *Voyage de Hollande* est un ouvrage fort sérieux, qui ne tient nullement du paradoxe et pourtant nous y trouvons ceci : « L'intérêt personnel est toujours la mesure du sentiment patriotique. Il n'y a point de patrie pour celui qui n'a rien ou qui peut emporter avec lui tout ce qu'il a » (2).

D'autre part, dans cette correspondance que, de longues années durant, Diderot a échangée avec Sophie Volland et où il s'exprime avec une si totale liberté, Diderot témoigne encore une fois de son scepticisme à l'égard de l'idée de patrie. Dans une lettre du 12 novembre 1765, n'écrit-il point à Sophie Volland : « Patriotisme, république, amour de la patrie, beaux mots ! bien respectables, bien vieux, bien surannés, bien vides de sens, le prétexte le plus hon-

(1) D. Mornet : « Revue des Deux-Mondes », août 1927, p. 883.

(2) « Voyage de Hollande », AT. T.17, p. 386.

nête pour pallier l'intérêt personnel, couverture qu'on ne manque jamais de tirer à soi quand on peut, et dont on se passe très impudemment, quand il s'agit de prendre son parti pour la patrie contre soi » (1).

On ne peut pas dire qu'ici, c'est le bon Diderot qui se bat contre le mauvais Diderot et qui en triomphe. Non ! c'est Diderot tout court qui révèle, et très clairement, sa pensée à l'être qui lui est le plus cher, à l'amie de toute sa vie. Et les formules employées résument si heureusement tout un ensemble de faits, qu'on ne peut manquer d'y voir le résultat d'une réflexion longuement mûrie.

Ni le *Neveu de Rameau*, ni, bien entendu, la correspondance avec Sophie Volland ne seront publiés du vivant de Diderot et c'est bien dans des écrits semblables que Diderot, libéré de la contrainte que les censeurs royaux faisaient peser sur les écrivains, a pu révéler avec franchise sa pensée véritable sur de nombreux problèmes. Mais, même dans des textes qui, comme ceux de l'*Encyclopédie* sont destinées au public, Diderot n'en est pas moins net à l'égard de la patrie et du patriotisme : « Tous les peuples — écrit-il dans l'article « Législateur — ont aujourd'hui des idées assez justes de leurs voisins et, par conséquent, ils ont, moins que dans les temps d'ignorance, l'enthousiasme de la patrie ; il n'y a guère d'enthousiasme quand il y a beaucoup de lumières... Les peuples, en comparant dans toutes les nations, les lois aux lois, les talents aux talents, les mœurs aux mœurs, trouvent si peu de raisons de se préférer à d'autres que, s'ils ressentaient pour la patrie cet amour qui est le fruit de l'intérêt personnel, ils n'auraient plus au moins cet enthousiasme qui est le fruit d'une estime exclusive » (2).

Une attitude aussi réticente à l'égard de l'idée de patrie, a chez Diderot sa conclusion logique dans une hostilité implacable envers la guerre.

Pour Diderot : « La guerre est un fruit de la dépravation des hommes ; c'est une maladie convulsive et violente du corps politique ; il n'est en santé, c'est-à-dire dans son état naturel, que lorsqu'il jouit de la paix » (3).

Les guerres ont toutes une origine semblable : « Toute guerre naît d'une prétention commune à la même propriété » (4). Et, la conscience très nette de ce fait, amène Diderot à dénoncer tous les prétextes par lesquels on peut justifier la guerre : « Les partisans de la guerre — écrit-il dans l'article « Paix », et l'on peut voir que cette dénonciation est toujours actuelle — ne manquent point de prétexte pour exciter le désordre et pour faire écouter leurs vœux intéressés. » « C'est par la guerre — disent-ils — que les Etats s'affermissent ; une nation s'amollit, se dégrade dans la paix ; sa gloire l'engage à prendre part aux querelles des nations voisi-

(1) « Lettres à Sophie Volland » - (Edition Babelon), T. 2, p. 309.

(2) Art. « Législateur », AT. T.15, p. 434.

(3) AT. T. 16, p. 187.

(4) A.T. T.2, p. 202.

nes; le parti du repos n'est que celui des faibles. » Les souverains, trompés par ces raisons spécieuses, sont forcés d'y céder; ils sacrifient à des craintes, à des vues chimériques, la tranquillité, le sang, et les trésors de leurs sujets » (1). Lourde erreur ! « Celui qui préfère — écrit-il encore à propos des souverains — une belle ligne dans l'histoire à l'invasion d'une province, pourrait bien n'avoir ni la province ni la belle ligne » (2).

Vraiment, pour Diderot, il n'y a pas de guerre sainte. Avec vigueur, il révèle le caractère trouble qu'eurent, en fait, certaines guerres entreprises, en apparence, pour de nobles principes, par exemple les Croisades : « La Croisade servait de prétexte aux gens obérés pour ne point payer leurs dettes; aux malfaiteurs pour éviter la punition de leurs crimes; aux ecclésiastiques indisciplinés pour secouer le joug de leur état; aux moines indociles pour quitter leur cloître; aux femmes perdues pour continuer plus librement leurs désordres. Qu'on estime par là quelle devait être la multitude des croisées ! (3).

Même Diderot, qui affirmera avec passion sur la fin de sa vie, sa foi démocratique et républicaine, n'hésite pas à mettre en garde contre les guerres des démocraties contre les monarchies. Les républiques, pense-t-il, sont naturellement pacifiques. Mais « l'amour de la liberté, ou une crainte superstitieuse de la perdre, portent souvent les Etats républicains à faire la guerre, pour abaisser ou pour réprimer les Etats monarchiques » (4). Cette mise en garde, Robespierre ne l'oubliera point, dans sa polémique fameuse avec la Gironde, il l'approfondira en montrant qu'il n'est jamais indifférent de savoir avec qui ont défend la liberté, et là encore il sera bien dans la ligne de la pensée de Diderot, telle qu'elle se révèle dans la lettre à Sophie Volland que nous citions précédemment.

Il semble en outre à Diderot qu'à l'époque où il écrit plus encore qu'auparavant, la guerre soit devenue un fléau redoutable. La solidarité internationale s'est développée. « Tous les hommes, de tous les pays se sont devenus nécessaires, pour l'échange des fruits, de l'industrie et des produits de leur sol. Le commerce est pour les hommes un lien nouveau » (5). Aussi, « une guerre au milieu de différentes nations commerçantes est un incendie nuisible à toutes » (6). Cependant, trop souvent encore, les « principes de la politique des souverains restent les suivants : « Allumer et faire durer la guerre entre mes voisins. Ne former des alliances que pour semer des haines. » Les résultats de cette politique ne peuvent être finalement que des désordres, car « Jamais les triomphes les plus éclatants ne peuvent dédommager une nation de la perte d'une multi-

(1) A.T. T.16, p. 188.

(2) A.T. T.2, p. 499.

(3) A.T. T.14, p. 244.

(4) A.T. T.15, p. 430.

(5) A.T. T.15, pp. 431, 432, 433, 434.

(6) A.T. T.4, p. 142.

tude de ses membres que la guerre sacrifie ; ses victoires même lui font des plaies profondes, que seule la paix peut guérir. »

Diderot n'aurait-il écrit que ces lignes, nous ne croirions pas pouvoir lui refuser l'intelligence politique. Hélas ! pourquoi faut-il que cet enseignement éternellement neuf soit éternellement oublié ?

CONCLUSION

Au terme de cette étude, reprenons les jugements de la critique sur Diderot.

Il n'entend rien à la politique, pense M. Mornet. C'est un dangereux exalté, écrit Taine. Il est audacieux lorsqu'il a... bien digéré, s'exclame Faguet. Il mêle la politique à la morale déplore Rosenkranz. Son idéal ne dépasse pas les cadres de l'Etat bourgeois, tranche Luppol — un ami pourtant — qui reproche encore à Diderot de rester idéaliste dans le domaine des sciences morales et sociales.

De ces appréciations plus ou moins sévères, plus ou moins justifiées, que nous faut-il retenir ?

Nous espérons que notre ouvrage, si imparfait soit-il, aura montré tout ce qu'a d'injuste, d'inexplicable, pourrait-on dire, le jugement de M. Mornet.

On ne peut pas soutenir que l'influence de l'animateur de l'*Encyclopédie* ait été nulle, sans aller contre l'incontestable évidence. Pourquoi donc l'*Encyclopédie* aurait-elle soulevé tant de haines, si elle n'avait eu aucune action dans les milieux éclairés ? Si Diderot avait pu constater que son entreprise était sans portée aurait-il mis tant d'acharnement à la poursuivre ?

On ne peut pas prétendre non plus que Diderot ait mis son talent au service d'idées confuses et brouillonnes. Diderot incarne toute la pensée révolutionnaire du XVIII^e siècle. Son adhésion à la Physiocratie a été temporaire et n'a jamais eu un caractère politique. Diderot a critiqué les faits et les institutions dans des termes que l'histoire a le plus souvent retenus. Il a compris la proximité de la chute de la Monarchie. Il a salué dans la Révolution américaine l'aube des temps nouveaux. Est-ce là le jugement d'un brouillon et d'un aveugle ? Nous ne le pensons pas !

Le jugement de Taine sur Diderot est, à notre sens, inspiré par le parti pris politique. Le philosophe révolutionnaire est tout naturellement suspect au philosophe réactionnaire. Taine, ennemi de la Révolution française, doit forcément estimer que Diderot manque de « bon sens », tout comme il doit reprocher aux grands penseurs du XVIII^e siècle d'être d'incurables idéologues. Si nous en jugeons par Diderot, ces idéologues sevaient fort bien voir les réalités.

Que dire de la critique de Faguet ? On peut estimer qu'elle est brillamment formulée. Mais on estimera beaucoup plus certainement que ce brillant cache une incompréhension réelle ou simulée, de l'œuvre de Diderot.

Les appréciations de Rosenkranz et de Luppöl soulèvent, à notre avis, des problèmes incomparablement plus délicats. « En mêlant politique et morale — regrette Rosenkranz — Diderot ne peut avoir une juste compréhension du processus de l'histoire mondiale. Nous serions tentés d'écrire exactement le contraire. Pour nous, avoir intimement lié la politique à la morale, nous semble être l'honneur véritable de Diderot, la marque la plus sûre de sa sagesse. La morale de Diderot n'est fondée ni sur une métaphysique, ni sur une religion. Elle est entièrement adaptée au monde réel. Elle est la règle de vie qui détermine « les rapports essentiels d'un être à un être organisé comme lui », la règle de vie qui permet d'assurer à l'homme, sur la terre, le maximum de bonheur. Or, toute politique qui, se basant sur la prétendue indétermination de ce bonheur, arguant de sa vérité, prétend substituer aux aspirations des masses humaines les plus larges, des mystiques hautaines, farouches et généralement creuses, n'engendre, en fin de compte, que ruine, misère et flots de sang. Diderot a combattu la morale des ascètes, comme il a combattu la morale des rois, les doctrines funestes de la raison d'Etat, à l'abri desquelles il n'est pas d'ignominie qu'on ne puisse cacher. « Songeons au bien de notre espèce ! — écrit Diderot dans *Le Neveu de Rameau*. C'est dans la mesure où les institutions de son époque font offense à ce bien commun, que Denis Diderot se dresse contre elles, soit pour les attaquer, soit pour les détruire. Et nous avons pu constater dans les précédents chapitres, que sa critique sociale ne manque ni de pénétration ni de précision. Selon nous, les grands principes sur lesquels il fonde le monde nouveau, qu'il entrevoit pour l'avenir sont ceux-là même qu'aucun régime ne peut négliger, sans tomber dans le mensonge et l'oppression, sans substituer aux règles justes du gouvernement des cités, des formes variées de l'escroquerie politique.

Luppöl fait à Diderot le grief d'être idéaliste en matière de sciences sociales. Il prétend que, selon Diderot, ce sont les opinions qui gouverneraient le monde. Voilà des affirmations qui nous apparaissent comme beaucoup trop catégoriques.

Certes, Diderot n'est pas un marxiste. Son siècle ne lui permet pas de l'être. Mais, il nous semble tout aussi matérialiste en matière de sciences sociales, qu'on pouvait l'être de son temps. Diderot n'aurait-il écrit que le *Voyage de Hollande*, nous serions en droit d'affirmer qu'il est matérialiste, et dans l'analyse de la société, et dans la critique des institutions.

Bien entendu, nous ne contestons pas le caractère idéaliste des théories sur l'origine de la société, sur le droit naturel, sur l'autorité. Mais nous avons vu qu'elle n'échappaient pas au crible de

la propre critique de Diderot. Et, pour être idéalistes, elles n'en exprimaient pas moins les aspirations très réelles de l'époque.

Que Diderot ait cru que les opinions gouvernent le monde, c'est vrai. Et si Diderot l'a cru, c'est parce que c'est d'une incontestable évidence. Il n'y a pas de mouvement historique progressif, si ce mouvement n'a pas pris racines dans la conscience des masses. C'est dans cette mesure que Diderot croit à l'influence des opinions sur la marche du monde. Ce qui ne veut pas dire qu'il pense qu'il existe un monde des idées, indépendant du monde réel. Lorsque, à propos de la Révolution américaine, Diderot parle « du décret prononcé contre toutes les choses de ce monde; décret qui les a condamnées à avoir leur naissance, leur temps de vigueur, leur décrépitude et leur fin », lorsqu'il signale « la triste et presque nécessaire influence du temps, qui amène plus ou moins rapidement la ruine des choses les plus sagement ordonnées », n'envisage-t-il pas l'existence, au sein de la société, de forces profondes qui déterminent le sens de son évolution ?

Non, si nous prenons l'ensemble de la doctrine sociale de Diderot, nous ne pouvons pas considérer qu'elle soit l'œuvre d'un idéaliste. Luppol s'inflige d'ailleurs un démenti à lui-même, lorsqu'il rappelle cette citation de Marx, tirée de la *Sainte Famille*: « Il ne faut pas beaucoup d'esprit, pour saisir le lien entre la doctrine matérialiste d'une part, qui enseigne l'innéité de la tendance au Bien, l'égalité des aptitudes intellectuelles, la toute puissance de l'expérience, de l'habitude, de l'éducation, l'influence des circonstances extérieures sur l'homme, la haute importance de l'industrie, le droit moral à la jouissance, etc. et, d'autre part, le socialisme et le communisme. »

Une autre affirmation de Luppol nous semble devoir retenir l'attention. L'idéal de Diderot — écrit Luppol — « sans dépasser les cadres de l'Etat bourgeois s'étend jusqu'à la conception d'une monarchie fort restreinte, de type quasi républicain. » Puisque nous sommes maintenant sur le terrain de l'idéal, il ne nous paraît pas juste, de fixer à l'idéal de Diderot ces étroites limites. Lorsque Diderot adresse aux Insurgents américains la « pathétique apostrophe » qui figure dans l'*Essai sur les règnes de Claude et de Néron*, il a dépassé la conception d'une monarchie même de type fort restreint. Lorsque Diderot écrit le *Supplément au Voyage de Bougainville*, il n'a manifestement pas l'Etat bourgeois en tête comme idéal. On peut même soutenir sans paradoxe, que Diderot est plutôt empressé à saper l'Etat bourgeois, dans un de ses éléments essentiels, qu'à la consolider. Un « trait caractéristique de l'Etat — écrit Engels — c'est l'institution d'un pouvoir public, qui ne correspond plus directement à la population et s'organise lui-même en force armée. » Or, à cette force armée distincte du peuple, Diderot n'oppose-t-il pas le peuple en armes ? Diderot sait parfaitement que « celui qui n'est pas maître du soldat, n'est maître de rien. » Et comme il pense aussi qu'« il n'y a de bonnes remontrances que celles qui se feraient la baïonnette au bout

du fusil » (1), il en tire une conclusion logique : « Sous quelque gouvernement que ce fût, le seul moyen d'être libre, ce serait d'être tous soldats (2), conseille-t-il aux Américains, dans l'*Essai sur les règnes de Claude et de Néron*... Que chacun d'eux ait dans sa maison, au bout de son champ, à côté de son métier, à côté de sa charrue, son fusil, son épée et sa baïonnette. »

« De notre point de vue contemporain, les idées politiques de Diderot paraissent bien modérées », croit pouvoir écrire Luppol. Les idées de Diderot sur l'armement du peuple, comme condition de sa liberté, certaines théories émises sur la patrie et la guerre, ne nous paraissent pourtant mériter l'épithète de modérées. Et cela non seulement dans les pays de l'Europe, mais même dans cette Russie « Soviétique », dont M. Luppol est sujet.

Timidité, comme d'ailleurs inactualité, deux reproches faits à Diderot qui font sourire quiconque s'est vraiment pénétré de l'esprit de son œuvre.

Défense de la liberté, aurait-on pu écrire au frontispice de ce monument magistral. Et défense, non pas d'une liberté abstraite, mais défense de la liberté politique, défense de l'expression libre de la pensée, défense de la libre critique sociale, défense du libre effort des hommes pour la conquête d'un destin plus heureux et plus fier.

Cette liberté, aujourd'hui, vacille à peu près partout dans le monde. Les uns après les autres les bastions qui la défendaient s'écroulent. Ce n'est pas que les hommes aient oublié le prix d'un bien pour lequel ils ont lutté pendant des siècles. Peut-être est-ce seulement qu'ils ont oublié de défendre leur liberté en hommes libres, c'est-à-dire en hommes vaillants, non seulement dans leurs gestes, mais aussi dans leur pensée. Les hommes ont cru aux chefs et aux phrases. Ils ont cru sans chercher à approfondir, ni à comprendre eux-mêmes, un par un. Sans doute, la vie les avait brisés, ne leur avait que très pauvrement donné les moyens de percer le brouillard qui les entoure. Mais d'un moment à l'autre, de l'excès de leur misère, peut jaillir l'étincelle qui rallumera la flamme que d'aucuns croyaient morte. Pour que cette flamme brille longtemps, claire et forte, il faut que vive en l'esprit des hommes le double conseil de Denis Diderot : « Il n'y a pas de bon tyran » ; « la liberté se défend avec une double énergie, celle du combattant, mais aussi celle du penseur. » - « Le courage — s'écriait Jaurès dans un de ses plus magnifiques discours - c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe et de ne pas faire écho, de notre âme, de notre bouche et de nos mains, aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques » (3).

(1) AT. T.2, p. 473.

(2) Ibid.

(3) Jaurès : « Discours à la Jeunesse ».

Ce courage, dont parlait Jaurès, reconnaissons que Diderot l'a possédé et qu'il l'a enseigné. C'est le plus bel hommage qu'on puisse rendre à ce beau génie.

Vu :

Le Doyen,

Edg. ALLIX.

Vu :

Le Président de thèse,

Roger PICARD.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

E. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

A. — ŒUVRES DE DIDEROT.

Diderot. — « Œuvres complètes » - Edition Assezat-Tourneux. — « Œuvres choisies » - Edition Genin - Lib. Didot (2 vol.). — « Correspondance inédite » - Edition Babelon. — « Diderot et Catherine II » - Textes de Diderot ne figurant pas dans les « Œuvres complètes », publiés par Tourneux.

B. — OUVRAGES CONCERNANT DIDEROT.

Avezac-Lavigne. — « Diderot et la société du Baron d'Holbach ».

Barbey d'Aurevilly. — « Goethe et Diderot ».

Barni. — « Histoire des idées politiques et morales au XVIII^e siècle (tome II) ».

Barruel (Abbé). — « Abrégé des mémoires pour servir à l'étude du jacobinisme ». A Hambourg, 1798.

Barthou. — « Discours sur Diderot ».

Billy. — « Diderot ».

Bréhier. — « Histoire de la Philosophie ».

Cahen. — « Idée de lutte de classe au XVIII^e siècle ». Revue synthèse historique, 1906 (février).

Carlyle. — « Nouveaux essais ».

Charpentier. — « Diderot et la science moderne ». - (Revue du mois, 1913).

Dupont-Chatelain. — « Les Encyclopédistes et les femmes ».

Faguet. — « Le XVIII^e siècle ».

Galiani (Abbé). — « Correspondance ».

d'Haussonville. — « Le salon de Mme Necker » (2 volumes).

Hermand. — « Les idées morales de Diderot ».

Hubert. — « d'Holbach et ses amis » - « Rousseau et l'Encyclopédie » - « Les sciences sociales dans l'Encyclopédie ».

Hunger. — « Die Pädagogik Diderots auf Grund seiner Psychologie ».

Johanssen. — « Etudes sur Diderot ».

La Harpe. — « Du Fanatisme » - « Cours de Littérature » (tome 18) - « Philosophie du XVIII^e siècle » (2 volumes).

Le Fur. — « La théorie du Droit Naturel depuis le XVIII^e siècle » (Recueil des Conférences de l'Académie de La Haye).

Le Gras. — « Diderot et l'Encyclopédie ».

Lermnier. — « De l'influence de la philosophie du XVIII^e siècle sur la législation et la sensibilité »

- Lichtenberger.** — « Le socialisme au XVIII^e siècle ».
- Luppol.** — « Diderot ».
- Marcel.** — « Le Frère de Diderot ».
- Marx.** — « Histoire des doctrines économiques ».
- Morize.** — « Le mondain et ses sources ».
- Mornet.** — « Origines intellectuelles de la Révolution française ».
- Mauneaux.** — « Diderot, l'Encyclopédiste et le Penseur ».
- Paitre.** — « Diderot biologiste ».
- Pellisson.** — « La question du bonheur au XVIII^e siècle » - (Grande Revue; 15^e mars 1906).
- Rosenkranz.** — « Diderot Leben und Werke ».
- Sainte-Beuve.** — « Premiers lundis ».
- Sée.** — « Les idées politiques de Diderot » (Revue Historique, 1897) - « Evolution de la pensée politique au XVIII^e siècle ».
- Tailhade (Laurent).** — « Diderot ».
- Thomas.** — « L'humanisme de Diderot ».
- Trahard.** — « Les maîtres de la sensibilité française ».
- Tronchin.** — « Le conseiller Tronchin et ses amis ».
- Trévoux (Journal de).** — « Articles consacrés au premier livre de l'Encyclopédie ».
- Villemain.** — « Cours de littérature française - Tableau du XVIII^e siècle ».
- Weulersse.** — « Le mouvement physiocratique en France ».
-

TABLE DES MATIÈRES

La Pensée politique et économique de Diderot	4
Introduction	7
Diderot et l'Economie Politique	12
Diderot et les Institutions religieuses	34
Diderot et la Politique	42
Diderot et les événements contemporains	54
Les solutions envisagées	60
Conclusion	76
Bibliographie	81
